

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

juillet 1978  
sommaire

Grèves en France.....p 2  
Un "débat" entre stalinien... p 3  
Sur "Combat Communiste"..... p 4  
La LCR contre les "autonomes" p 4  
Mai 68..... p 5  
Le "Mundial"..... p 5  
Impérialisme : les grandes  
manoeuvres..... p 6

mensuel n° 51  
3ff 30 FB/2 FS/0.70 cts can.

## OCCUPATION OUI, ENFERMEMENT SYNDICAL NON !

• Alors que des grèves éclatent sporadiquement dans tous les secteurs de l'industrie en France, ce sur quoi insiste tout le battage de la bourgeoisie sur la grève à Renault, c'est sur le fait qu'elle est "minoritaire" :  
- Minoritaire, dit la CGT, c'est "une poignée de terroristes qui empêche les autres de travailler".  
- Minoritaire, dit Ceyrac, "les Renault

sont des privilégiés qui ne sont pas touchés par le chômage".

- Minoritaire, explique la gauche, parce qu'"au niveau des OS, ce n'est plus du travail, c'est de l'exploitation" (l'"Humanité" du 3 juin), s'attachant à faire de l'exploitation non pas la condition unique de l'ensemble de la classe, mais une division entre les bienheureux qui travaillent à un "juste ni-

veau d'exploitation" et les autres.

- Extension ! disent les syndicats du bout des lèvres, la CGT plus fanfaronnante depuis que le PC s'est réinstallé dans "l'opposition", tout en s'accordant à faire traîner la grève de débrayages en débrayages, bien compartimentés et isolés, avec de vagues manifestations de "soutien" presque charitable comme si le problème n'était pas le même pour tous.

C'est la grève "des Renault" opposée à celle "des Terrin" ; c'est la grève "des Flins" opposés en intérêt aux "Billancourt". C'est la grève des OS opposés aux "professionnels".

En partie, c'est vrai qu'à Renault, comme dans beaucoup de grèves actuelles la grève est minoritaire. Ces grèves

devant ce "mouvement flou et incertain" c'est une inquiétude devant un mouvement qui n'arrive plus à être aussi bien maîtrisé par les syndicats: "Après l'arrivée des CRS, personne n'aurait pu prévoir que quelques milliers de travailleurs de Cléon refuseraient de reprendre le travail. Personne ne pouvait également prévoir que les travailleurs immigrés des presses de Flins tiendraient plus de deux semaines...", balbutie "Le Matin" du 13 juin.

Moins syndicalisés, les OS ont déclenché une grève que les syndicats ont mis un certain temps à prendre en marche, même si leur battage a eu tôt fait par la suite de couvrir les premières réactions : occupation décidée à Cléon en assemblée générale contre les syndicats, refus de se laisser atomiser par la

## vivre le socialisme ou survivre dans la barbarie capitaliste

• "Il faut travailler, il faut épargner, il faut innover, il faut exporter, tout le reste est bavardage".

Voilà en quels termes Barre s'adressait à ses pairs pour justifier tout le train de mesures d'austérité, les coups de matraque répétés portés au maigre niveau de vie des ouvriers par des hausses successives des prix ; après la dissipation des fumées électorales, la bourgeoisie dit au moins les choses clairement : il faut se serrer la ceinture. Toutes les déclarations outrées de la gauche et du RPR sur ces mesures ne sont que du bavardage. Tous de la gauche à la droite, sont d'accord sur un point : pressurer les ouvriers par une exploitation accrue, diminuer le salaire réel, exporter plus et consommer moins. En désaccord sur la forme actuelle des mesures brutales d'austérité du gouvernement Barre, la gauche est d'accord sur la nécessité de l'austérité, comme le montre sa politique actuelle du Portugal à la RFA et de l'Italie à l'Espagne.

Oui ! Pour la bourgeoisie, l'heure n'est plus aux promesses, ni aux illusions dans sa propre capacité de sortir de la crise. Le développement de la crise politique de la bourgeoisie de la Belgique à l'Italie, les "démissions" en cascade, les remaniements gouvernementaux répétés et les déchirements des majorités et des oppositions les plus stables, tout cela montre que la bourgeoisie se désillusionne en se déchirant. Mais à la différence du prolétariat, la désillusion est pour elle, non source de renforcement, mais de désagrégation successive.

Oui ! toutes leurs promesses de sortir de la crise sans austérité, par le maintien et même -s'il vous plaît- par l'élévation de la consommation ouvrière, tout cela n'est que bavardage et pur mensonge. La réalité du capitalisme en crise ne laisse plus place aux illusions, quand elle frappe de façon de plus en plus forte les ouvriers avec la matraque de l'austérité.

Aujourd'hui, pour les ouvriers, l'heure n'est plus à l'attente illusoire d'un "bon" gouvernement de gauche qui "nous sortira de la crise". La crise est là, toujours plus violente, il faut maintenant se battre. Cette nécessité d'engager le combat contre le capitalisme, en commençant à lui résister pied à pied, les ouvriers de Renault, de Berliet, commencent à la comprendre. Certes, la grève dans sa forme et son extension reste limitée. Certes, les syndicats réussissent encore à enfermer la lutte des ouvriers dans la prison de l'usine, étouffant dans l'oeuf toute possibilité d'extension et de généralisation. C'est encore timidement que les ouvriers refont surface après le trou noir des élections, sortant de la léthargie créée par leurs illusions dans la gauche et le "programme commun".

Certes, le mouvement actuel et dispersé des grèves n'a pu briser l'enfermement syndical, n'a pas été jusqu'à l'affrontement sans merci avec les syndicats, principaux piliers de l'ordre capitaliste. La grève des arsenaux qui vient, après celle de l'automobile, d'éclater, est un signe annonciateur du renouveau de la lutte de classe. Les ouvriers se battent directement contre l'Etat capitaliste : ils se battent dans un secteur décisif, celui de l'armement, là où se concrétisent tous les préparatifs de guerre impérialiste. A l'heure actuelle où le capital français, où le capital mondial, se précipitent de plus en plus dans des conflits inter-impérialistes répétés, de l'Afrique à l'Asie, le prolétariat commence timidement à répondre à l'offensive générale du capitalisme. La guerre, c'est l'austérité. L'austérité, c'est la préparation à la guerre impérialiste généralisée. En résistant de plus en plus aux effets de la crise, le prolétariat trouve la voie de l'internationalisme, de la lutte contre la guerre. La grève des arsenaux est une leçon pour les ouvriers de tous les pays : pour arrêter le bras criminel du capitalisme, il faut se battre en utilisant la véritable arme de classe : la grève généralisée et décidée. La lutte de classe décidée, voilà la seule solution historique que le prolétariat tient en ses mains pour arrêter la solution criminelle du capitalisme : l'écrasement du prolétariat et l'ouverture du cours vers la guerre mondiale.

"Nous vivrons ce que nous changerons" affirmaient sur une de leurs banderoles les ouvriers de Renault. Mot d'ordre confus et profond à la fois, tel un bourgeon dans la sève des premiers mouvements de classe. Il ne s'agit pas pour le prolétariat de "changer la vie" comme le claironnent gauche et gauchistes pour qui le capitalisme, c'est la vie. Les ouvriers n'ont pas à changer ce qui est la non-vie, la barbarie quotidienne, l'inhumanité érigée en système. L'heure n'est plus pour les ouvriers dans les illusions des changements graduels, développés par tous les agents du capital en milieu ouvrier. Pour vivre dans le sens vrai du terme, le prolétariat mondial a la tâche immense non de changer le système, mais de changer de système. Il faut détruire le capitalisme et instaurer le communisme à l'échelle mondiale. Toute autre "solution" n'est que bavardage et condamnerait le prolétariat à la survie dégradante dans le capitalisme pourrissant.

"Nous vivrons ce que nous changerons !" Oui ! Mais sans changer de société, nous ne pourrions pas vivre. La vie de notre classe, elle naîtra peu à peu dans sa résistance au capitalisme. Le bourgeon de cette vie, c'est la conscience de classe qui ne pourra éclore véritablement que dans le renversement du système capitaliste.



GENERALISER LA GREVE...

OU L'ENFERMER ?

touchent les catégories les plus durement exploitées de la classe, celles sur qui l'attaque du capital est aujourd'hui la plus forte.

Elles sont minoritaires, mais elles touchent tous les secteurs : le tri dans les PTT, les fondeurs dans les aciéries, les caristes et les OS dans la métallurgie...

C'est vrai que les OS sont les plus durement exploités. Les cadences, les baisses de salaires, l'insécurité de l'emploi, touchent avant tout les jeunes, les femmes et les immigrés. "Sur les chaînes de montage, on ne met pas les gars de 50 ans, ils sont trop usés" (un ouvrier de Flins).

C'est vrai que les OS sont plus combattifs : l'inquiétude de la bourgeoisie

proposition syndicale de vote à bulletin secret, décision immédiate de ne pas accepter de concertation individuelle à Flins lors de la menace de licenciements, ou à Flins encore de se laisser désarmer en vidant les presses comme le conseillaient direction et syndicats pour la poursuite des négociations.

Mais le cas des OS n'est pas un cas isolé, une "carence" du système. Il est la préfiguration de ce qui attend l'ensemble de la classe dans un avenir proche, et ce, d'un double point de vue :  
- DU POINT DE VUE DES CONDITIONS DE VIE ET D'EXPLOITATION : Si, pour le moment, après avoir attaqué les couches moyennes, les secteurs mineurs de l'éco-

(suite page 2)

## LUTTE DES CHOMEURS

• La lutte des chômeurs, leur regroupement contre ce système qui les réduit à une misère atroce, ne peut que s'amplifier.

La généralisation du chômage va devenir un facteur fondamental dans la lutte de classe et, loin d'être une entrave à cette lutte, va en être un ferment actif. Pour deux raisons fondamentales :

- Les chômeurs, brutalement confrontés à la faillite historique du capitalisme, en la ressentant directement dans leur chair, ne peuvent être qu'une des fractions les plus résolues de la classe à détruire ce monstre qu'est devenu le capitalisme pourrissant.

- Le chômage, en se généralisant, contient un potentiel énorme de dépassement de toutes les divisions catégorielles, raciales, etc. que le capitalisme entretient soigneusement pour li-goter son ennemi mortel, le prolétariat.

Si, pour le moment, la lutte des chômeurs reste faible, cela tient d'abord au fait que la bourgeoisie a différé le plus possible son attaque contre le coeur de la classe ouvrière en portant ses coups d'abord sur les fractions les plus vulnérables (jeunes, immigrés, femmes), ce qui a pour un temps permis une certaine marginalisation des chômeurs, temps qui au grand dam de la classe dominante, est bien fini.

Ensuite, au sabotage systématique des comités ou autres regroupements des chômeurs par les pompiers sociaux que sont les syndicats, fidèles relais des partis de gauche dans l'étouffement de toute révolte des exploités contre leurs oppresseurs.

Cependant, malgré et contre tous ces obstacles, les chômeurs ont déjà entamé la lutte, témoin l'existence et l'activité de ce comité de chômeurs dont nous publions l'un des tracts en page 8.

# OCCUPATION OUI, ENFERMEMENT SYNDICAL, NON !

## HOPITAUX

Depuis plusieurs mois, les grèves se succèdent dans le secteur hospitalier, dans la France entière (Toulouse, Bordeaux, Blois, Orléans, Paris, etc.). en réponse à la dégradation des conditions de travail et de salaires particulièrement marquée dans ce secteur.

Le capitalisme en crise, dans son budget, effectue d'abord des coupes sombres dans les secteurs les moins indispensables à la survie de l'économie. Le secteur de la santé, au moment où le chômage ne fait que s'accroître, subit particulièrement l'austérité; en effet, à quoi bon soigner puisque, de la main-d'oeuvre, il y en a de trop.

La situation est la même partout et pour les mêmes raisons, d'autres pays ont vu des grèves dans les hôpitaux : Grande-Bretagne, Italie...

La réaction des travailleurs va être d'autant plus forte, là où les conditions de travail sont plus dures : les hôpitaux psychiatriques. L'occupation de l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne, le plus archaïque de la région parisienne, va être le point d'orgue de la vague de lutte qui secoue les hôpitaux.

Face aux grèves dans les hôpitaux, les arguments de la bourgeoisie sont toujours les mêmes, ce sont ceux que, naguère, nous avons vu utilisés lors des grèves des PTT: un service public doit être au service du public et faire grève signifie léser la population. Cela pèse particulièrement sur les travailleurs des hôpitaux qui ont la survie des malades sous leur "responsabilité". Ce que le directeur de Sainte-Anne ne s'est pas fait faute d'utiliser en distribuant, en costume et noeud papillon, à la porte de l'hôpital, un poème-pamphlet dont le contenu est éloquent :

"Le respect du malade ?

Vous ne connaissez pas !  
Vous faites la parade,  
Vous ne vous respectez pas."

Dans un tract intitulé "manifeste des incompetents", la réponse des travailleurs de Ste-Anne est claire et pose le problème de fond :

"Nous sommes des incompetents pour trouver des solutions à la vie à la place des intéressés ! Nous sommes incompetents pour reconstituer un cadre de vie tant que les "malades" seront soigneusement écartés de la vie sociale ! En reconnaissant notre incompetence, nous affirmons que nous combattons pour transformer ce système social, créateur et responsable de la demande psychiatrique".

La nécessité de continuer à s'occuper des "malades" pèse de tout son poids sur la dynamique de la grève, mais il ne faut pas croire que cet aspect et la pression de la direction et du ministère ont été les plus forts handicaps de la grève.

Les illusions sur les syndicats ont été le pire boulet que les travailleurs du secteur hospitalier ont eu à porter dans leur lutte. La principale leçon de la grève, comme de toutes les autres (cf. Renault), c'est que laisser aux syndicats la tâche de chercher la solidarité, de généraliser la lutte, c'est condamner la grève à l'isolement et à un enterrement de première classe.

Dès le départ de la grève à Ste-Anne, les syndicats se sont opposés en dénonçant par un tract la minorité de travailleurs qui, les premiers, ont débrayé.

Dans les autres hôpitaux psychiatriques de la région parisienne : Maison-Blanche, Ville-Evrard, Villejuif, etc., depuis plusieurs mois que des grèves se déroulent en province, les syndicats font le black-out total sur l'informa-

tion sur la lutte des agents hospitaliers et, lorsque, dans un hôpital comme Maison-Blanche, une centaine d'infirmiers en formation vont aux assemblées générales des syndicats pour poser le problème de la solidarité avec les travailleurs de Ste-Anne, la réaction des pontes syndicaux est claire et significative.

"On ne peut pas faire grève si tout le monde n'est pas d'accord", l'habituel refrain pseudo-démocratique. Comme si, lorsqu'ils décrètent leurs grèves-bidons et démoralisante de 24 h., ils attendaient que tout le personnel de l'hôpital soit d'accord. Face à une minorité combative en faveur de la grève, tous les arguments sont bons : ceux de la division entre les différentes catégories de travailleurs qui sont à l'hôpital : ouvriers, services administratifs, infirmiers, élèves-infirmiers, ceux qui opposent un hôpital à un autre: "A Ste-Anne, ils ont leurs problèmes, à Maison-Blanche, on a les nôtres" et même contre la grève lorsque le délégué CGT déclare : "on ne fera pas une grève de fainéants". Lorsque une délégation de l'AG de Ste-Anne veut intervenir pour faire l'information sur la grève, c'est carrément à un refus des syndicats à Maison-Blanche de les laisser parler qu'ils se trouvent confrontés.

Lorsqu'une autre délégation de Ste-Anne se présente à l'hôpital de Villejuif, que le directeur leur refuse l'entrée et que 250 infirmiers de l'hôpital viennent ouvrir les portes, le délégué CGT de Ste-Anne rechigne à rentrer parce que le directeur n'a pas donné l'autorisation !!

Dans ces conditions d'opposition brutale des syndicats à la généralisation de la grève, ceux-ci dévoilent leur véritable nature, c'est pourquoi, lors d'une manifestation à l'hôpital de Vil-

le-Evrard où plusieurs hôpitaux sont représentés, va jaillir le slogan "syndicats-patronat, même combat". Ce que la IR dans son torchon localiste qui s'appelle "Taupe Rouge" va dénoncer en défendant les syndicats et en stigmatisant les "courants politiques anti-ouvriers". Les chiens de garde des chiens de garde font leur office.

Face à ceux qui croient encore à la rénovation des syndicats, à un syndicalisme de base pur et à une direction pervertie, la réalité de la lutte montre dans les faits que, lorsque les travailleurs luttent de manière décidée, c'est sur la base de l'assemblée générale souveraine, et, là, constamment, les syndicats sont un frein, que la solidarité s'est organisée en dehors des syndicats parce que des travailleurs de différents hôpitaux ont brisé la camisole syndicale en allant prendre contact avec les travailleurs de Ste-Anne.

C'est parce que les syndicats ont organisé l'isolement des grévistes de Ste Anne que les flics ont pu intervenir et s'affronter au piquet de grève pour briser l'occupation.

C'est dans et par la lutte que l'on reconnaît ses amis et ses ennemis, et, ce que la lutte montre, c'est que le premier obstacle à la grève, ce n'est même pas le patron, c'est les syndicats et tous leurs défenseurs staliniens et gauchistes.

Laisser l'organisation de la solidarité aux mains des syndicats, c'est se condamner à l'enfermement dans sa boîte, dans son corporatisme. La véritable solidarité, c'est la grève elle-même, et, pour cela, de plus en plus, c'est contre les syndicats qu'il faudra imposer l'arme de la grève.

19 juin 1978 J.J.

## LES GREVES EN FRANCE

Le capital français accentue l'offensive, écrivait-on dans notre dernier journal, le couteau sous la gorge, il profite du court répit laissé par la période post-électorale pour asséner sur une classe encore endormie des mesures qu'il ne peut différer plus longtemps...

Mais la riposte n'a pas tardé : Renault, Berliet-Vénissieux, aciéries de Pompeys, secteur hospitalier et dernièrement Moulinex-Alençon et les arsenaux, les conflits se multiplient, la lutte reprend mais cette fois, sur son seul terrain, celui de la lutte de classe, et non plus sur le terrain vicié des institutions bourgeoises où elle n'a fait que s'enliser. Résumant bien la situation sociale actuelle, un ouvrier de chez Renault en grève déclarait : "C'est vrai qu'on espérait dans l'Union de la gauche. Cette fois-ci, on allait leur régler leur compte. Alors, on se dit qu'il n'y a pas d'autre solution que de se bagarrer pour obtenir quelque chose". Un moment atténué par la perspective d'une solution électorale, l'exaspération née de conditions de vie toujours plus insoutenables ressurgit donc avec d'autant plus de violence.

Les ouvriers les plus touchés se sont réveillés le plus vite. D'abord, ceux qui subissent la pire des violences, ceux qui apprennent ce que liberté veut dire dans un monde capitaliste, liberté pour les capitalistes de rejeter la marchandise qu'est notre force de travail, liberté d'être jeté sur le pavé du jour au lendemain, liberté de crever. Textiles des Vosges(Boussac),réparations navales des Bouches-du-Rhône(Terrin) et de l'Atlantique, Péchiney, Manufrance, pour ne citer que les plus importants, une cascade d'annonces de fermetures d'usines et de licenciements s'est abattue, à peine close la dernière liste électorale. Mis au pied du mur, les ouvriers ont riposté massivement, mais l'on a pu voir les syndicats y aller de toute leur panoplie pour briser ces premiers élans : de l'organisation de débrayages 4 heures par ci, 2 heures par là aux mots d'ordre de grève pour...l'ouvert. re des négociations ; de la "défense de l'outil de travail" aux journées d'action pour la "défense de la région" et aux propositions syndicales de plans de relance des entreprises en faillites; des ballades organisées de province pour faire le tour du ministère du travail et en repartir "en bon ordre" sous les efforts conjugués de la police syndicale et de la police d'Etat, après la sinistre mascarade des négociations (soyez heureux, camarades, puisqu'on vous aura consulté avant de vous licencier) ; de l'occupation qui se transforme en enfermement dans l'usine-prison à

l'extension du mouvement qui se transforme en kermesse de "popularisation" de la lutte... Tout l'éventail des cartes syndicales a été déployé pour briser une possible unité des luttes, pour que les ouvriers ne se conçoivent surtout pas comme membres d'une classe internationale qui subit partout les mêmes attaques, mais comme "des Boussacs", "des Terrins" aux intérêts spécifiques et divergents.

A côté de ces ripostes aux fermetures d'usines qui, planifiées à l'avance, laissent tout le loisir aux syndicats d'organiser l'encadrement et le dévoiement sur la défense de l'entreprise, ce sont d'autres conflits qui ont surgi ce dernier mois : personnel hospitalier qui travaille en sous-nombre, caristes de Berliet-Vénissieux qui refusent les contrôlographes-mouchards garants de leur rendement sans cesse accru, conducteurs de bus de la RATP qui refusent les journées de 13 heures dans une tension nerveuse permanente, ouvriers des presses Renault, immigrés pour la plupart, qui s'insurgent contre l'usine qui abrute et rend sourd contre l'angoisse de ne pas tenir les cadences et d'être mutilés par les machines, femmes sous-payées des chaînes de montage de Moulinex-Alençon ; nettoyeurs de wagons de la SNCF, des immigrés aux salaires dérisoires que la police a chargés à Strasbourg, jeunes travailleurs aux bassins de carénage des sous-marins atomiques, là où les conditions de travail sont les plus dures et qui ont déclenché la grève des arsenaux. "Des minorités, des excités", s'est empressée d'écrire la presse. Lutttes minoritaires peut-être mais plus décidées aussi, où les secteurs et catégories les plus durement touchés par la crise (femmes, jeunes, immigrés) se dégagent plus vite du carcan électoral. Toutes axées sur l'amélioration des conditions de travail et les augmentations de salaires elles témoignent d'un ras-le-bol encore diffus, d'une résistance certaine à l'accélération des cadences, à la dégradation de la vie et d'une combativité intacte qui émerge de sa longue léthargie. La marge de manoeuvre est ici plus réduite pour les syndicats. "Comment négocier le ras-le-bol des O.S." s'inquiète la CFDT, "sans viser simultanément dans l'immédiat toute la structure patronale, la gestion sociale et industrielle actuelle. Nous ne sommes pas des jusqu'au boutistes." Le climat social s'alourdit ont-ils d'ailleurs prévenu leurs acolytes gouvernementaux. Il s'alourdit en effet ! La démoralisation et le sentiment d'impuissance nés d'une lutte qui s'éprise sur de fausses voies, s'accumule et son accumulation contient les germes de possibles explo-

sions dont les dernières grèves pourraient bien être les signes avant-coureurs et où la récente attaque en règle de la "libération des prix" pourrait jouer le rôle de l'étincelle qui vient mettre le feu aux poudres.

C'est bien ça qui inquiète les syndicats. Et la dernière grève des arsenaux ne peut que confirmer leur inquiétude. La rapidité et l'ampleur avec laquelle le mouvement déclenché là encore par une minorité à Brest, s'est cette fois-ci généralisé (Toulon, Cherbourg, Lorient, Tarbes...53 établissements de la Défense Nationale, 70.000 grévistes ouvriers, techniciens et employés au 18 juin) marque une étape supplémentaire dans les luttes. Certes, les syndicats contiennent

bien le mouvement et ont pris en main la généralisation pour mieux détourner la combativité vers l'impasse de la défense du potentiel militaire français (la CGT ne s'est-elle pas indignée que le gouvernement achète ses armes à l'étranger lors de la guerre du Shaba). Mais qu'ils aient du le faire prouve l'intensité du mécontentement qu'il s'agit pour eux de désamorcer.

### quel avenir pour les travailleurs?

Ces derniers conflits nous l'indiquent la bourgeoisie durcit l'attaque. A nos revendications, elle n'a plus qu'une seule réponse à donner : l'intervention

(suite page 4)

## RENAULT

(suite de la page 1.

nomie, le capital commence à s'en prendre aux centres vitaux en commençant par les couches les plus vulnérables : pression à l'expulsion pour les immigrés, au chômage pour les jeunes, il ne faut pas croire qu'il s'arrêtera là. Il tente aujourd'hui de renforcer l'exploitation de ces couches, en les isolant des autres, de les battre en les provoquant et les isolant en même temps mais il ne pourra s'en tenir là. Dès la rentrée, un nouveau "train de mesures" viendra réduire en bouillie un peu plus de salaire, de temps, de sueur, et ce, de façon "égalitaire" à tous les exploités.

- DU POINT DE VUE DE LA LUTTE : Même isolée, même minoritaire, une grève à Renault a une signification : elle veut dire que les secteurs les plus centraux de l'économie, ceux qui concentrent le plus la force ouvrière, commencent à réagir. Et, comme nous le disions en 75 dans un article sur Renault: "Plus l'industrie est grande, et plus la propriété individuelle, la propriété privée apparaît absurde. Plus l'industrie est puissante, et plus les prolétaires tendent à prendre conscience de leur force et donc de la crédibilité du projet communiste" (RI n° 14).

Le fait que les OS soient moins bien encadrés par les syndicats est la manifestation d'une réalité : il est plus difficile d'enfermer ces couches dans une perspective réformiste, parce qu'elles font dans leur peau l'expérience de la faillite de plus en plus manifeste du système. En cela aussi, les réactions des OS, même limitées, annoncent l'avenir du mouvement.

Les grèves à Renault, dans le contexte de reprise des luttes au niveau plus général, annoncent la nécessité et la possibilité d'un mouvement plus large.

Aucun volontarisme de minorités ne peut suppléer au mûrissement de la lutte, du double point de vue de l'attaque généralisée du capital et des expériences que doit faire la classe avant de se décider à se débarrasser de ses entraves. Mais le fait que se dégage dans les secteurs forts une fraction plus combative de la classe peut être un facteur de ce mûrissement, à condition que ces fractions ne se laissent pas démoraliser, et pour cela, tirent toutes les leçons de l'heure, pour éviter que ne se répète cent fois le même disque rayé des luttes brisées, bien encadrées, qu'on a subi ces derniers temps.

### il faut se méfier des «victoires» syndicales

De toutes les dernières grèves, qui ont toutes été, selon les syndicats, des "victoires" sur le plan économique, on pourrait reprendre la même conclusion : quand le capital a accordé, il a repris immédiatement, et le plus souvent, il n'a rien accordé du tout. Renault à lui seul en est un exemple : en 73, la "victoire syndicale" de la grève des OS fut leur passage au statut d'"agent de fabrication" : seuls les mots ont changé, la grève actuelle reprend la même revendication... En 74, six semaines de grève se sont conclues par 17 licenciements à Billancourt. Quant aux salaires... Les négociations qui s'ouvrent aujourd'hui, branches par branches n'annoncent rien de mieux : la seule revendication sur laquelle la direction accepterait, à Flins, c'est... les congés sans solde !

Alors que l'empiétement du capital croît de jour en jour, les grèves actuelles, châtées, brisées par le contrôle syndical, vont d'échec en échec, ramassant de temps à autre quelques

# UN « DEBAT » ENTRE STALINIENS

• La défaite de la gauche le 19 mars est-elle une défaite de la classe ouvrière ? Qui en porte la responsabilité : le PCF, le PS, la droite ?... autant de questions que peuvent se poser les travailleurs qui, pendant 6 ans, ont dû assister à toutes les unions et désunions de la gauche et qui, toutes, leur avaient promis, au-delà de leurs divergences, des jours meilleurs... Et, au désarroi bien réel de la classe ouvrière répondent des tensions tout aussi réelles au sein des partis qui l'avaient préparée à cette échéance de 78 en lui recommandant de faire l'économie de quelques grèves en attendant.

En effet, s'il est évident pour nous que la crise politique de la bourgeoisie est une conséquence directe de la crise mondiale -et mortelle- du capitalisme tout entier, il est évident aussi que cette crise touche tous les partis de la bourgeoisie, que ce soit les partis de gauche ou les partis de droite...

Les conséquences de l'échec électoral se sont particulièrement fait sentir au sein du PC qui, en durcissant le ton vis-à-vis du PS avant les élections, pratiquement affaiblissait les chances électorales du programme commun. On ne modifie pas une orientation politique aussi importante que celle de l'union de la gauche sans soulever des remous au sein de son propre parti, c'est ce qui est arrivé au bureau politique du PCF.

Mais si, aujourd'hui, des divergences peuvent se manifester au sein du PCF, elles ne concernent que les orientations de politique contingente. Sur le fond, tous ces gens-là sont d'accord : les Marchais, Leroy, Althusser, Ellenstein et consorts peuvent se poser comme antistaliniens, ils ont cependant tout accepté jusqu'à aujourd'hui et se réclament toujours sur le fond des "acquis" du stalinisme : Résistance, "démocratie" contre "fascisme", socialisme en un seul pays, etc... Ce qui leur pose problème aujourd'hui, c'est avant tout de savoir à quelle sauce ils vont assaisonner la classe ouvrière pour lui faire avaler les couleuvres de l'austérité, du chômage, de la guerre.

Le débat entre les clowns Ellenstein

et Althusser par les colonnes du "Monde" et du "Nouvel Observateur" interposées montre bien malgré les divergences de surface l'accord de fond qui lie ces chiens de garde.

Accord, tout d'abord, sur la nécessité de la "démocratie", et ceci bien

qu'ils aient entre eux quelques divergences sur la manière de mieux exercer cette "démocratie" : en clair, et dans le sens traditionnel du terme depuis la 3ème Internationale, l'un et l'autre cherchent le moyen de mieux faire accepter à la classe ouvrière la domina-

que suivre en droite ligne la politique de Staline du "socialisme en un seul pays". Pour un stalinien français, qu'il soit contestataire ou pas, le socialisme en un seul pays, c'est le "socialisme aux couleurs de la France" du 22ème Congrès, c'est "l'union du peuple de France" où la classe ouvrière est noyée dans toutes les "couches travailleuses"...

La crise mondiale du capitalisme impose à chaque fraction nationale de la bourgeoisie de défendre avant tout ses intérêts nationaux sur le marché mondial. Le PCF n'y échappe pas, dans le domaine qui est le sien, celui de la neutralisation de "son propre prolétariat" à l'intérieur des frontières. Après "la prodigieuse surprise de mai 68", comme l'écrit Althusser, et le réveil d'une classe que la bourgeoisie croyait définitivement écrasée, la fraction stalinienne de la bourgeoisie française a vu le danger, et brandit la première le drapeau du chacun pour soi, et à chacune de ces fractions nationales ses propres solutions...

Une solution à l'italienne, une solution à l'espagnole, une solution pour les pays de l'Est, soit, mais surtout une solution bien française...

Ellenstein comme Althusser demandent la reconnaissance de l'indépendance du PC français par rapport aux autres PC, et reprochent au PC russe, l'intervention en Tchécoslovaquie, le manque de libertés démocratiques en URSS, etc. Mais que disent-ils des ministres communistes au gouvernement pendant le bombardement de Sétif en mai 45, pendant celui de Haiphong en novembre 46 qui a marqué le début de la guerre d'Indochine, pendant la répression de l'insurrection malgache en mars 47... Là, tous nos contestataires ne disent rien : tout simplement, parce qu'ils sont fondamentalement d'accord. Et ils ne font que reprendre après Thorez ce que Thorez lui-même avait repris de Staline, et ce qui avait amené l'écrasement du prolétariat chinois et des militants communistes eux-mêmes en 27 par "l'allié" du Kuo-Ming-Tang : "Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïcs, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils du peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe" (17 avril 36, Thorez).

Donc, les idéologues staliniens nous offrent toujours la même marchandise depuis plusieurs dizaines d'années, mais, chaque fois, sous un emballage différent. Aujourd'hui, ce que prépare le soi-disant "débat démocratique", c'est, au lendemain des élections, le renforcement du caractère totalitaire du PCF par le biais de la "démocratie", de "l'ouverture aux masses", condition nécessaire pour pouvoir mystifier le prolétariat renaissant...

Et, pour cela, il faut préparer un nouveau tournant, et c'est là la tâche des contestataires du PCF. En effet, le PCF est un parti de tournants, et celui qui s'annonce ne sera ni le premier, ni le dernier ; et, même si chaque tournant provoque des résistances et des tensions plus ou moins fortes, "l'unité du parti" a été maintenue chaque fois par une bonne préparation idéologique : - ainsi par le tournant "démocratique" de 34-36 contre la politique de "classe contre classe" de Barbé et Célor, et qui mena directement au Front Populaire et à la 2ème guerre mondiale, - ainsi pour le tournant de la "guerre froide" de 47 à 56, où le PCF revient à la politique de "classe contre classe" - ainsi pour celui qui va de la déstalinisation à l'union de la gauche.

C'est dans cette suite de tournants et de contre-tournants que se situe le "débat démocratique" d'aujourd'hui, que les contestataires d'aujourd'hui deviendront les idéologues des dirigeants de l'appareil demain, et que tous vont affronter la classe ouvrière en lutte... Le PCF est un parti stalinien, totalitaire, et il le restera. Le PCF restera ce qu'il est depuis qu'il a passé avec armes et bagages du camp prolétarien au camp bourgeois : un pur produit de la décadence, l'expression la plus visiblement totalitaire de la contre-révolution, comme ont pu l'être les partis nazis ou fascistes. Et ce n'est pas un peu de "démocratie" qui y changera quelque chose : le vernis démocratique dont les contestataires veulent l'envelopper n'ont d'autre but que de donner au PCF plus d'efficacité dans son rôle de préparer un autre écrasement de la classe ouvrière.

En critiquant l'URSS et son totalitarisme du point de vue français, les contestataires d'aujourd'hui ne font

## P.C.F.-L.C.R. = LES RETROUVAILLES

"Pour la première fois en France, des communistes, des socialistes et des trotskystes se sont assis à la même table pour engager un débat public" ("Rouge" du 30 mai). "Il aura fallu attendre des dizaines d'années pour voir restaurer cette pratique de la démocratie ouvrière, pré-condition indispensable pour toute avancée réelle du mouvement ouvrier" ajoute encore Krivine dans le même article, en conclusion du bilan sur la fête de "Rouge" à la porte de Pantin.

Enfin, après tant d'années, les militants trotskystes sont RECONNUS comme étant les petits-fils de Staline, et c'est pour eux une grande victoire : fini le "sectarisme", vive la "démocratie ouvrière" avec les "organisations ouvrières" comme le PCF ! Et, tout au long des forums, des débats-publics, des discussions avec des militants trotskystes, il s'agit de cette même volonté d'union entre toutes les forces de la contre-révolution.

"Tu comprends, explique un copain au poil court, être militant dans un comité de soldats, et pouvoir discuter avec un amiral du PS, c'est pas tous les jours que ça arrive" (cité de "Rouge", même date). Et, à ce sujet, parlons-en, du forum sur l'armée où nous avons pu entendre le général d'aviation Bécam affirmer : "Une armée ne peut être réellement efficace si elle n'est pas démocratique... Il y avait une certaine démocratie dans Wehrmacht, c'est la raison de son efficacité"; et le président du débat, membre de la LCR, de conclure : "Ce qu'ont expliqué Sanguinetti et Bécam montre bien comment une partie de la hiérarchie militaire est amenée à se poser des questions. Nous pouvons faire des choses en commun". Nous ne leur faisons pas dire...

Même son de cloche à toutes les occasions : le féminisme, les oppositions dans les pays de l'Est (avec la traditionnelle poignée de main à Pliouchtch de la part d'oppositionnels du PCF), le PCF, l'eurocommunisme, etc. Pour ne prendre qu'un exemple, celui du "débat" sur l'eurocommunisme, la LCR a de quoi se féliciter des interventions du "camarade Ellenstein" (Bensaïd dixit) : "...il est très important que le débat soit ouvert. Et il n'est pas indifférent qu'il se déroule aujourd'hui dans le cadre d'une manifestation organisée par un mouvement trotskyste. Car j'ai pour ma part toujours dit... que l'antitrotskysme est l'antisémitisme du mouvement ouvrier", tandis que Claudin, ex-membre du PCE exclu en 65 précisait : "c'est peut-être le signe qu'il y a aussi un phénomène "euro-trotskyste", c'est-à-dire une certaine ouverture du trotskysme à d'autres courants du mouvement communiste"...

Chaque fois, il y a eu convergence entre trotskystes et staliniens contestataires, et chaque fois ils ont tous considéré ces retrouvailles comme un pas en avant pour le mouvement ouvrier ! Et cette convergence ne nous étonne pas : le pas en avant qu'a montré le rassemblement de la porte de Pantin, ce n'est pas un pas en avant pour la classe ouvrière, mais c'est un pas en avant dans l'organisation des forces de la contre-révolution CONTRE le mouvement ouvrier, contre les luttes de demain : et c'est contre eux que se battra demain la classe ouvrière.

N.M.

## RENAULT

miettes que les syndicats s'empressent de présenter en grande pompe comme des symboles de grande victoire. Quand il n'y a plus de réformes véritables, substantielles, possibles, quand l'heure est à l'offensive du capital, il n'y a que deux possibilités pour ceux qui voulaient faire profession permanente de réformateurs du système capitaliste : soit ils s'illusionnent et font métier d'illusionner les autres en présentant les échecs comme des victoires, soit ils constatent les échecs des méthodes réformistes et syndicalistes et en tirent les conséquences en abandonnant ces organisations de mensonge et de tromperie.

Il faut appeler un chat un chat et une défaite une défaite. Ce ne sera jamais avec des grèves ourlées, perlées, des débrayages dispersés, des kermesses, des soutiens symboliques, comme le prônent les syndicats, que les ouvriers parviendront, ne fût-ce que momentanément, à renverser le rapport de force en leur faveur.

### L'unification de la lutte ne peut se faire qu'en dehors des syndicats

Quand une grève est combative, tout est fait par les différentes forces de l'ordre bourgeois pour l'enfermer et l'isoler. L'image de la grève de 68, où 10 millions d'ouvriers étaient emprisonnés usines par usines, jalousement gardés par une double police, celle des garde-chiourmes syndicaux et celle de la direction, est toujours présente.

A Flins comme à Cléon, les ouvriers des presses étaient filtrés un à un à leur entrée dans l'usine, la maîtrise contrôlant les cartes et prenant des photos. Quant aux syndicats, ils contribuaient à paralyser toute volonté d'opposition à ces manoeuvres d'isolement par leurs appels à la méfiance contre "tout élément étranger à l'entreprise"

Quand les CRS se sont finalement présentés pour vider les presses, alors que les ouvriers se préparaient à résister, c'est encore les syndicats qui ont pris l'affaire en main en présentant ce qui était un recul devant la force numérique des CRS (1500 à Cléon!), un constat de faiblesse, comme une "sortie dans la dignité". Ce sont eux encore qui ont tenté de briser la force que représentait encore le blocage des presses à

Flins en appelant à les libérer pour deux heures "pour faire preuve de bonne volonté dans la négociation".

Dans la collaboration de ces trois forces de l'Etat, la plus dangereuse pour la constitution de la force de la classe est sans nul doute l'entrave mise par les syndicats à la coordination des différentes luttes. L'occupation de l'usine sert de prétexte à enfermer les ouvriers dans l'usine, à "laisser les syndicats s'occuper de la généralisation", ce dont on a vu les résultats. Significatif est le scénario de la grève de 74 à Renault, même chef-d'oeuvre de parcellarisation qu'aujourd'hui: "A Billancourt, une partie des ouvriers du secteur d'entretien continuent une grève reconductible, ceux du secteur mécanique 74 n'ont commencé le travail qu'à 9h 30. Au département 38, les soudeuses sont toujours en grève.

A Sandouville : débrayage d'1 heure à la tôlerie, 2 heures sur les chaînes de serrage, 2h30 sur les chaînes de sellerie R16, 2h30 sur les carrousels en mécanique.

A Flins, débrayage d'1 heure à l'"é-tanchéité" etc. etc... ("L'Humanité" 2/75).

Point n'est besoin de reprendre les faits actuels pour constater leur triste même enchaînement, et le manque total de lien entre les différentes usines, voire les différentes catégories.

Non qu'il faille rejeter l'occupation de l'usine : il ne s'agit pas de se couper de l'arme de la grève en laissant l'usine aux jaunes, ni de se priver d'un lieu de rassemblement pour discuter des décisions à prendre. Le lock-out aussi est une arme de l'Etat. On l'a vu en Espagne, où, les usines fermées immédiatement par le patronat, les ouvriers se retrouvaient dispersés, et aux mains des syndicats qui décidaient des points de rendez-vous. C'est ainsi que la grève du Bajo Llobregat (toute la région industrielle de Barcelone) s'est vue court-circuitée en 73 lorsque les "commissions obreras" (syndicat du PC) n'ont pas donné le point de rendez-vous.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il ne faut pas que l'occupation devienne un enfermement, que l'usine, de lieu d'où part et s'organise la lutte, devienne une prison. Pour cela, il n'y a qu'une solution : ne pas laisser dans les mains des briseurs de grève syndicaux l'organisation de la grève, ni son extension, comprendre que ce n'est pas en déléguant ses pouvoirs, mais en prenant directement en main la lutte que la classe pourra se constituer en une force réelle.

19 juin 1978

tion de la bourgeoisie.

Et ce n'est pas sans une certaine nostalgie qu'ils rappellent et se réclament des grands moments de la contre-révolution : le Front Populaire, la Résistance, et la victoire de la "démocratie" sur le "fascisme"... Althusser, le champion de la démocratie, ne peut s'empêcher de saluer au passage le Staline français, Thorez, et de reprendre l'un de ses mots-d'ordre : "Nous n'avons pas de ministres, mais nous avons le ministère des masses !" Ellenstein n'est pas en reste lorsqu'il s'agit de saluer la "démocratie" et il va même tenter de faire vibrer l'émotion d'un "communiste" devant le sacrifice de sa classe aux intérêts de la bourgeoisie : "quel communiste peut oublier le sacrifice des 20 millions de Soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale ?"

Quant à nous, nous n'avons pas oublié ces 20 millions là et les quelques autres et nous n'avons surtout pas oublié que :

- c'est le PCF qui a écrasé idéologiquement la classe ouvrière en 36 pour l'amener à la 2ème boucherie impérialiste, - c'est encore le PCF qui l'a fait écraser physiquement dans le camp impérialiste des "Alliés" au nom de la défense de la "démocratie" contre le "fascisme",

- c'est toujours le PCF qui, au nom de l'intérêt national, a usé les dernières forces du prolétariat rescapé par sa politique de reconstruction et sa condamnation de toute forme de grève, puisque, le PCF étant au pouvoir, la grève devenait ainsi "l'arme des trusts"...

Et ce que le PCF a fait dans le passé, il le fera à l'avenir : ce ne sont pas les intellectuels contestataires qui nous convaincront du contraire : lorsque le moment sera venu pour le PCF de passer à une politique de gouvernement, pour l'augmentation de la production et contre les grèves, il trouvera encore des intellectuels pour le justifier...

Pour les moments, les intellectuels de service et l'appareil même du PCF font durer le "débat" : plusieurs manières de concevoir la "démocratie", une suivant Althusser, une suivant Ellenstein, une encore qui serait celle du Bureau Politique. En tout cas, un seul but pour toutes ces formes de "démocratie" : neutraliser la classe ouvrière, l'amener à la 3ème boucherie impérialiste...

En critiquant l'URSS et son totalitarisme du point de vue français, les contestataires d'aujourd'hui ne font

N.M.

# UN COMBAT PAS ENCORE COMMUNISTE

• Dans son numéro 37, Combat Communiste consacre tout un dossier sur l'extrême-gauche dix ans après mai 68. Dans cette sorte de "radioscopie" de type journalistique, CC nous situe dans l'ultra-gauche, au côté du PCI, et voit mal quel rôle significatif pourrait jouer notre courant à l'avenir.

Que CC voit mal, ça, on le sait ! Il voit mal, par le fait qu'il amalgame tout ce qui se trouve à la gauche de la gauche classique, y compris les révolutionnaires. Il ne voit pas que le CCI n'est pas à la gauche de l'extrême-gauche, mais en opposition complète dans la mesure où cette dernière est dans le camp du capital, et nous autres dans le camp du prolétariat. Pour lui, tout le monde est révolutionnaire à partir du moment où on parle de révolution prolétarienne, même si ces mots sont vidés de leur contenu et ne sont utilisés que pour mieux mystifier le prolétariat. Et l'on sera encore plus à gauche si l'on "radicalise" son langage.

## rupture d'avec le trotskysme?

Sa mauvaise vue s'aggrave quand il s'agit de définir le courant trotskyste. Qu'il n'ait pas rompu vraiment avec le trotskysme, cela est évident, mais CC n'a pas rompu non plus ses attaches sentimentales avec l'organisation mère: IO. Malgré les tentatives manifestées à travers les analyses faites sur la "faillite du trotskysme", où il essaie d'analyser les erreurs de Trotsky et de ses héritiers sur la question de l'URSS et du stalinisme, sur la théorie de la révolution permanente, sur le programme de transition, l'analyse du fascisme et la critique des fronts populaires, ces analyses témoignent plus d'un débousolement que d'une rupture réelle.

Ce que ne comprend pas fondamentalement CC, c'est que les erreurs, de Trotsky en son temps n'étaient que des erreurs, aujourd'hui, ces erreurs sont devenues frontières de classe tracées

par le sang et la mort de millions de prolétaires. Une des positions de classe ESSENTIELLE qui permet CATEGORIQUEMENT de définir la nature d'un groupe politique est son INTERNATIONALISME. Reconnaître l'URSS comme pays capitaliste, c'est en reconnaître son caractère impérialiste. L'impérialisme est... "un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire" (Rosa Luxembourg, 1916).

Dans une guerre où tous les camps impérialistes sont représentés, toute organisation révolutionnaire se doit de dénoncer tant l'impérialisme russe que l'impérialisme américain et appeler à l'internationalisme prolétarien. De ce fait, si on est conséquent avec cette analyse, on doit conclure que quiconque participe dans un camp impérialiste se situe dans le camp bourgeois.

Et pourtant, CC, alors qu'un des points mis en avant dans sa rupture avec IO est la nature de l'URSS, n'en tire pas la seule conclusion qui s'impose, s'il était un minimum cohérent, à savoir que IO est une organisation bourgeoise car elle soutient un camp impérialiste contre l'autre, elle défend une fraction de la bourgeoisie contre une autre, chaque fois qu'elle en a l'occasion. Mais, parce que CC est incapable de voir la véritable nature de IO, il est toujours "surpris", "surpris" de voir les tournants droitiers ou non pris par cette organisation, en l'occurrence lors des dernières élections législatives, et pour cause ! Tant que CC caractérisera IO d'opportuniste, tant qu'il la considérera dans le camp prolétarien, il ne pourra être que "surpris" et rien d'autre. Rompre avec le trotskysme, c'est en premier lieu comprendre le caractère bourgeois de ses positions.

Ici, il nous taxera de sectaires; eh bien oui! Nous sommes sectaires, sectaires envers tous les groupes étrangers à la lutte du prolétariat, car

posés à elle. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons les seuls à détenir la "vérité" révolutionnaire, mais le combat de classe est sans concession aucune et notre lutte sera impitoyable et intransigeante contre tous les corps étrangers au marxisme. Les différentes incompréhensions de CC l'entraînent un jour à faire campagne commune avec les anarchistes ou, un autre jour, à faire des clins d'oeil aux gauchistes en votant "révolutionnaire" au premier tour des élections de mars 78 ou pour couronner le tout, en proposant sa réintégration dans IO en tant que tendance (cf. CC n° 20).

S'il est vrai que la défense d'une seule position bourgeoise n'entraîne pas automatiquement l'appartenance au camp du capital, néanmoins, il ne suffit pas d'avoir deux ou trois positions justes: pour se prétendre révolutionnaire, peut-être, mais pas pour être une organisation révolutionnaire. Il ne faut pas en conclure qu'il y a une troisième voie qui ne se situerait ni sur le terrain bourgeois, ni sur le terrain prolétarien. Mais, alors que le prolétariat reprend le chemin de la lutte après cinquante ans de la plus noire contre-révolution, les différents éléments ou petits groupes à la recherche des positions de classe, vu l'absence de pôle suffisamment fort, stagnent dans un marais de confusion où trouver le chemin de la clarté révolutionnaire demande une rupture RADICALE et DEFINITIVE avec les fondements de l'idéologie bourgeoise. Le programme communiste est un tout cohérent, qui fait sien toute l'expérience de la classe ouvrière afin de tirer les leçons de l'échec des luttes passées, afin de s'armer théoriquement et politiquement pour les futurs combats de classe. Il ne se brade pas et ne souffre aucune greffe. Il ne peut se contenter de quelques approximations ou de quelques juxtapositions de positions, il est le produit de la lutte acharnée du prolétariat contre son ennemi mortel, le capitalisme, et, en ce sens, tous les acquis, produits de la lutte, ne sont pas une somme de points séparés les uns des autres ou autonomes, mais bien le fruit de la synthèse du mouvement.

La critique suprême que nous fait CC est notre "absence totale d'intervention dans la classe ouvrière et les syndicats". Elle montre que ce sont plus que des relents trotskysants qui se glissent dans ces quelques lignes. Il nous semble important de montrer en quoi l'intervention que préconise CC ressemble de près et de loin à l'intervention de type gauchiste. Pour CC, l'intervention dans la classe, c'est être près des masses, près de la "réalité" et non perdu dans des sphères théoriques, c'est proposer des luttes "concrètes" et, donc, intervenir dans les syndicats.

Bien sûr, il ne dira pas tout de go que les syndicats sont des organes du prolétariat, il dira que la bureaucratie dirigeante est mauvaise, voire bourgeoise, il ira jusqu'à dire qu'il faut transformer les syndicats en organes de la classe, etc. Non seulement il ne dénonce pas les syndicats pour ce qu'ils sont: des rouages de l'Etat capitaliste au sein du prolétariat, mais, en plus, il perpétue l'illusion qu'il est

possible de transformer les organes de la bourgeoisie en organes pour la défense des intérêts du prolétariat.

Si cette question pouvait se poser dans LIC à son début, comme pouvait se poser la nature de l'URSS dans les années 30, aujourd'hui, elle est devenue frontière de classe. Et tous ceux qui n'affirment pas clairement la véritable nature des syndicats se font les complices de la bourgeoisie et perpétuent la mainmise d'un des plus puissants facteurs de contre-révolution au sein de la classe ouvrière. Cette pratique activiste et immédiatiste, préconisée par CC, ne change en rien avec l'intervention faite par IO, sinon par le fait qu'elle est faite par un plus petit nombre de militants. Ne pas tirer les leçons de l'histoire en ce domaine aussi, ne pas voir qu'il ne suffit pas de calquer schématiquement et caricaturalement l'intervention des révolutionnaires à une période où les organisations unitaires du prolétariat étaient présentes de façon permanente, n'en retenir que la forme sans en comprendre le contenu, ne dépend plus de la nostalgie. En effet, ne pas comprendre la caducité de telles interventions, c'est ne pas voir que la bourgeoisie est capable d'utiliser à ses fins propres ce qui a pu être les moyens de lutte du prolétariat.

Dans ce cas, ce n'est pas de l'irresponsabilité politique, mais une manière des plus subtiles, pour enchaîner le prolétariat au rapport social capitaliste.

Il est vrai que la raison de l'existence des révolutionnaires est l'intervention dans la classe. Même dans les périodes où la classe était battue physiquement, où seule une poignée de révolutionnaires maintenaient les acquis fermement, ces derniers n'en avaient pas moins le souci d'intervenir dans la classe, ce qui montre, s'il y en avait besoin, l'importance du rapport de l'organisation à sa classe. Une des premières tâches d'intervention des révolutionnaires dans la classe est la dénonciation des syndicats comme principal rempart derrière lequel le capital peut se protéger de l'assaut prolétarien. Etre dans et avec la classe, ce n'est pas être dans les syndicats, les deux sont antinomiques. C'est donner tout soutien actif aux travailleurs qui développent leur lutte à l'extérieur et contre les syndicats comme cela s'est déjà fait en Espagne, en Pologne, en France et dans d'autres pays. Si les révolutionnaires ne contribuent pas dès aujourd'hui à briser le carcan syndical, les premières explosions décisives se feront dans la pire « des confusions ». Il est donc clair pour nous, révolutionnaires, que "travailler dans les syndicats", appeler à ces campagnes de front unique à la base, n'est en rien le terrain du prolétariat.

Avoir l'esprit large, être tolérant, ce n'est certainement pas ce qui peut aider CC à rejoindre des positions réellement révolutionnaires. Rompre avec la moindre parcelle trotskyste, mais également dénoncer les organisations dites ouvrières, réformistes et consortes sont les seules conditions nécessaires pour rejoindre le camp où peut être menée à bien la lutte contre le capital, lutte pour laquelle les révolutionnaires ont surgi historiquement.

S.K.

## LA L.C.R. APPREND SON ROLE DE FLIC

• "Après les manifestations Croissant, marée noire, et maintenant le 1er mai, c'est toutes les organisations ouvrières qui doivent unitairement prendre les moyens politiques et organisationnels permettant de centraliser la politique insensée des autonomes. Il nous faut rapidement empêcher que ce chancre des activités ouvrières donne le trop beau prétexte au gouvernement et à sa police de dévoyer, pour bientôt interdire d'autres manifestations ouvrières".

Communiqué de la LCR.

Quel bel appel nous voyons là à la fermeté, lancé par la LCR à toutes les organisations dites "ouvrières", englobant des organisations syndicales aux partis de gauche du capital, pourtant passés maîtres depuis longtemps dans l'art de la répression. Quel dévouement donne la LCR aux organisations "de gauche", en donnant l'appoint de son aide à cette police anti-puvrière. en prenant comme prétexte que "les autonomes font le jeu de la répression".

Faut-il rappeler que c'est sous le même prétexte que les organisations social-démocrates ont assassiné Rosa Luxembourg et Liebknecht, que c'est toujours au nom de "la lutte contre la de la classe ouvrière, ils sont plus pour elle un facteur de confusion qu'un apport positif.

Nous ne tenons pas par ces faits à sa-luer ni les formes, ni le contenu des actions des autonomes, incapables de voir où se situent les luttes réelles de la classe ouvrière, leur confusion et leurs actes désespérés en font un fardeau.

Mais ce qui est plus important, c'est l'attitude de la bourgeoisie dans sa campagne sur la violence et l'autonomie, et en son sein de la LCR qui parle de plus en plus d'"autonomes", que ce soit des groupes qui se réclament directement de l'"autonomie" ou de ceux que la LCR qualifie comme tels. C'est en effet sous ce terme bien global que la Ligue critique et insère les éléments de la classe en rupture avec le cadre institutionnel et principalement le cadre syndical.

C'est dans les usines face aux luttes de la classe ouvrière que les syndicats

sont le plus indispensables à l'Etat pour essayer de diviser, détourner, désamorcer nos luttes. Dans ce contexte, les gauchistes, et la LCR ont leur place bien assise, ce sont eux qui par leur langage radical dans la forme, essaient de racoler les éléments de la classe qui commencent à se dégager du carcan syndical, en essayant de les persuader toujours d'une manière critique de rester dans ce cadre, de suivre les manifestations syndicales qu'ils qualifient de mouvement ouvrier.

"Une fois de plus, ceux qui s'appellent "autonomes", ceux qui les suivent, ont réussi un coup dont ne peuvent se féliciter que les pires ennemis du mouvement ouvrier... Pour la première fois depuis longtemps, un cortège syndical a été attaqué par d'autres que des flics en civil" ("Rouge" du 2-5-78). Leur défense (musclée) des cortèges syndicaux va dans la pratique jusqu'à dénoncer les ouvriers les plus combatifs, ceux qui s'opposent dans la lutte aux syndicats, comme en témoigne cet exemple: à des hospitaliers qui exigeaient d'intervenir dans les négociations entre les syndicats et le patronat, et qui exaspérés par l'attitude des syndicalistes qui les repoussaient, ont lancé "Syndicats, patronat même combat", la LCR a répondu en les traitant d'"autonomes", d'éléments irresponsables.

C'est dans ce cadre-là que la LCR s'inscrit avec l'ensemble de la bourgeoisie contre la violence et les groupes dits autonomes. Aujourd'hui, c'est des fractions du prolétariat qui commentent à apparaître sur le terrain de classe, et qui sont et seront de plus en plus au fur et à mesure que la classe s'affirmera, qualifiés de provocateurs, d'autonomes ou de fascistes.

Car c'est aujourd'hui que la bourgeoisie au nom de la démocratie et de la liberté prépare et met en place ces attaques de plus en plus directes contre la classe ouvrière en renforçant son Etat et sa police.

La LCR peut aboyer avec la meute, son aboiement est entendu et le sera de plus en plus.

S.H.

## GREVES (suite de la page 2)

systématique des flics. A nos revendications elle oppose toujours plus d'audacités. La précipitation avec laquelle elle a dû prendre le premier train de mesures préfigure ce que sera la rentrée et la nouvelle vague de mesures qui nous y attend. Contre tous ceux qui voudraient nous faire croire que se battre pour les nationalisations c'est lutter efficacement, l'Etat s'affirme aujourd'hui comme le pire des patrons, le plus intransigeant, celui avec qui on ne discute pas. Et un gouvernement de gauche n'aurait pas eu une autre politique: il n'est qu'à voir le maire communiste de Saint-Etienne approuver le plan de licenciements de Manufrance, il n'est qu'à voir le PCF, grand défenseur de la nation, c'est-à-dire du capital français se soucier de la compétitivité des usines françaises quand on sait que les coûts de production ne baissent qu'autant est extirpée de sueur aux travailleurs, il n'est qu'à voir le PC espagnol signer le pac-

te de la Moncloa, il n'est qu'à voir le PC italien au gouvernement prôner l'audacités comme une voie au socialisme.

Davantage de chômage, et davantage d'exploitation pour ceux qui ont encore du travail, voilà le seul avenir que peut nous offrir la bourgeoisie de tous les pays, qui, confrontée à une concurrence internationale exacerbée où chacun ne vend qu'au détriment de son voisin doit éliminer ses entreprises non rentables, licencier des travailleurs et exploiter davantage les autres pour maintenir sa compétitivité.

Contre cette terrible pression du capitalisme sur leurs conditions de vie, les travailleurs n'ont qu'une seule arme: la lutte, une seule force: leur unité. Contre toutes les divisions que tente d'imposer la bourgeoisie: divisions en chômeurs et non-chômeurs, divisions en catégories professionnelles, divisions en races, divisions en nations, c'est là le seul chemin possible qui s'offre au prolétariat.

19 juin 1978

G.

# MAI 68 : MOISSON POUR LA LUTTE

Dans le numéro 49 de "Révolution Internationale", nous avons reproduit de larges extraits d'un article sur mai 68, déjà paru au début 69 dans notre publication et qui se terminait ainsi : "Mai 68 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant."

La suite, et, particulièrement "l'automne chaud" de 69 en Italie, les insurrections en Pologne fin 70, la multiplica-

tion des grèves sauvages en Angleterre et même dans des pays réputés par leur "calme social" comme l'Allemagne et la Scandinavie, diverses émeutes ouvrières dans les pays du tiers-monde, tous mouvements liés à l'approfondissement de la crise du capitalisme, est venu amplement confirmer cette prévision.

Mais, dix ans après l'explosion sociale de 68, nous pouvons tenter de dégager un certain nombre d'enseignements complémentaires, tant sur mai 68 que sur la période qui nous en sépare, afin d'être en mesure de dégager les perspectives pour le combat de la classe ouvrière.

## mai 68 : une révolution ?

L'article publié début 69 donnait l'essentiel des éléments pour une compréhension claire de la signification de mai 68. En particulier, il s'inscrivait en faux contre l'idée que la situation de 68 ait pu être "révolutionnaire". Mais il faut reconnaître qu'à l'époque beaucoup de "théoriciens" (comme André Glucksmann et son "stratégie de la révolution en France 1968" et de groupes politiques se faisaient des illusions là-dessus. Par exemple, pour Alain Krivine et la "Ligue Communiste": "Pour en rester à l'explosion révolutionnaire de mai 68, il ne lui manque, pour réussir, que l'existence d'une organisation révolutionnaire bien implantée, reconnue par la masse des travailleurs... Si Mai 68 n'a pas abouti, n'a été qu'une "répétition générale", c'est précisément parce qu'un tel parti n'existait pas..." ("La Farce électorale", p-35).

De son côté, l'Internationale Situationniste, probablement grisée par le succès de certains de ses slogans, n'avait pas peur d'écrire :

"Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en conseil détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eut pu porter le mouvement tout de suite à la lutte finale dont il a tracé historiquement toutes les directives". (I.S. N°12, p.12).

Face à ces élucubrations nous écrivions en décembre 69 :

"Nous pensons qu'il est parfaitement ridicule de se livrer au genre de supputations qui ont cours chez les trotskystes ou les situationnistes sur les possibilités du mouvement de mai. Penser que la révolution aurait pu avoir lieu alors, en quelque sorte "par surprise", "sans prévenir" les travailleurs en principe chargés de la réaliser, c'est non seulement être en désaccord complet avec toute l'expérience passée du mouvement ouvrier, mais encore se

tion cadre avec l'idéologie bureaucratique des trotskystes (eux au moins ont le mérite de la cohérence), elle afflige quand on la voit hanter certains éléments de l'ultra-gauche. La révolution sera l'oeuvre consciente de l'immense majorité des travailleurs, et cette conscience n'apparaîtra pas brusquement dans leurs cerveaux par un effet du Saint-Esprit, mais sera le produit d'une longue série de luttes de plus en plus radicales, répondant à une dégradation de plus en plus profonde de leurs conditions d'existence". (RI ancienne série N°3, p. 50-51).

Neuf ans plus tard, nous n'avons pas grand chose à ajouter à cette réfutation, sinon que l'histoire de ces dernières années s'est chargée de démontrer combien en 68 nous étions loin, malgré l'importance du mouvement, d'une révolution prolétarienne et même d'une "répétition générale" de celle-ci. Cela, même les trotskystes l'ont aujourd'hui compris et ils sont obligés de reconnaître que :

"La façon dont la bourgeoisie a voulu récupérer beaucoup de choses sur ce terrain montre, bien sûr, que Mai a ouvert une période historique nouvelle, mais aussi que l'expérience des masses est restée très limitée." ("Rouge" du 30-5-78).

Mais ce que même un groupe se situant sur le terrain capitaliste a réussi à comprendre avec le temps, il revient à l'éclectique "Spartacus", sous la plume de L.Rigal, de continuer à le répéter imperturbablement :

"Il (le PCF) niait contre toute évidence que la France fut dans une situation pré-révolutionnaire... Grenelle avait mis fin à un mouvement dont l'extension aurait débouché sur une révolution socialiste". (Spartacus N°9).

L'idée qui ne semble même pas traverser l'esprit de Rigal c'est : "pourquoi

le PCF et les syndicats ont-ils réussi à reprendre les choses en main si facilement malgré la résistance tardive de quelques secteurs de la classe?" C'est justement parce que ces organisations avaient conservé une emprise importante sur la classe. Et pourquoi une telle chose? Justement parce qu'une classe ouvrière qui se relève d'un demi-siècle de contre-révolution ne peut, du jour au lendemain, se débarrasser de tout le poids des mystifications accumulées pendant cette période. Elle a besoin pour cela de mener toute une série de combats au cours et à travers desquels elle réapprendra à affronter son ennemi, à faire tomber les masques derrière lesquels il se dissimule, à prendre conscience des fins et des moyens de sa lutte historique.

La révolution ne peut se produire que sur la base d'un niveau de conscience très élevé de l'ensemble du prolétariat, d'autant plus élevé qu'en face de lui la bourgeoisie, comme l'a montré son attitude à la fin du second conflit impérialiste généralisé, a su, pour sa part, tirer beaucoup de leçons de la vague révolutionnaire du premier après-guerre.

Mais si mai 68 n'était pas une révolution, c'était, avec toute la vague de mouvements sociaux qui Ta suivi, une expérience très importante pour la classe ouvrière et c'est à ce titre qu'avec ses éléments révolutionnaires elle doit en tirer les leçons essentielles afin de préparer ses futurs affrontements décisifs avec le capital.

## les principales leçons de mai 68

Tirer les enseignements des expériences prolétariennes constitue une des tâches essentielles des révolutionnaires. Mais pour qu'ils soient capables d'une telle chose encore faut-il qu'ils conçoivent l'histoire comme un mouvement vivant qu'il s'agit d'analyser avec une grande attention afin d'y confronter leurs propres analyses pour les enrichir ou en rejeter ce qu'elles peuvent contenir d'erreurs et non comme une répétition monotone d'événements prévus dans leurs moindres détails dont la seule raison d'être consiste dans la confirmation indéfectible de schémas "invariants" établis il y a plus d'un siècle. D'ailleurs, comme de toutes façons l'histoire vivante ne se plie pas à ce type de schémas, ceux qui s'appuient sur une telle conception de l'expérience historique n'ont plus qu'à modifier discrètement ces schémas en continuant à prétendre qu'ils sont restés "invariants", ou bien, plus simplement, à rejeter comme "non conforme" tout événement qui ne trouve pas place dans leur construction. C'est ce que fait à longueur d'années le groupe qui en France publie "Le Proletaire" et qui se considère comme le "Parti Communiste International". De mai 68, ce groupe tire la même leçon "invariante" que de toutes les autres expériences de la classe : le "besoin du Parti" (N° 267). Ainsi il est sûr de ne jamais se tromper. Et juin 1848, la Commune de 1871, les révolutions de 1905 et 1917 en Russie, 1918-23 en Allemagne, 1919 en Hongrie, 1926-27 en Chine, etc., toutes ces expériences, n'ont eu lieu que pour démontrer la nécessité du parti, en l'occurrence, de lui-même. Pour lui, il semblerait que tous ces combats de la classe n'ont eu d'autre but que de souligner son importance à lui, PCI, puisqu'il parle bien de "ce parti que nous sommes".

Pour notre part, et si nous reconnaissons toute son importance au rôle du parti révolutionnaire, il nous semble qu'on peut tirer également d'autres enseignements de mai 68 et des luttes qui ont suivi.

En premier lieu, mai 68 est venu rappeler un certain nombre d'acquis essentiels du mouvement prolétarien qu'un demi-siècle de contre-révolution avait fini par occulter :

- que le capitalisme est incapable de surmonter ses contradictions économiques qui le poussent vers une barbarie chaque jour plus profonde;

- que la seule issue aux contradic-

tions qui ruinent le système passe par un renversement violent de l'ordre existant ;

- que la révolution et le communisme ne sont pas seulement des rêves de l'humanité mais une nécessité et une possibilité historiques ;

- que la classe ouvrière est bien la seule classe de la société capable de réaliser cette révolution et d'instaurer une autre société débarrassée des convulsions actuelles, de l'exploitation et de la division en classes ;

- que face à elle, la bourgeoisie met en avant non pas tant ses forces politiques traditionnelles mais ses secteurs "de gauche" et leur appareil syndical ;

- que toute possibilité d'émancipation du prolétariat passe par la dénonciation et la destruction au même titre que les autres de ces secteurs "de gauche" de la structure étatique.

Mais ce que mai 68 est venu indiquer de façon plus actuelle, ce sont les conditions spécifiques dans lesquelles va se dérouler la prochaine vague révolutionnaire :

1 - Contrairement aux vagues révolutionnaires passées du prolétariat (1871, 1905, 1917), celle qui s'annonce ne vient pas à la suite d'une guerre mais comme conséquence d'une crise économique du système (d'une façon beaucoup plus "conforme" aux prévisions de Marx, pourrait-on dire) ;

2 - Par suite, la lutte prolétarienne ne sera pas immédiatement portée sur le terrain politique, comme la guerre impérialiste l'y a contraint en 1917-18, par exemple, mais connaîtra toute une série de combats économiques avant de pouvoir déboucher sur des affrontements directement politiques.

3 - De ce fait, ce mouvement se développera sur une longue période au rythme de l'aggravation de la crise du capitalisme que la bourgeoisie, instruite de l'expérience de 1929, est capable non d'empêcher mais de ralentir.

4 - La lenteur de l'aggravation de la situation économique est et sera mise en oeuvre par la bourgeoisie, particulièrement celle de "gauche", pour maintenir l'illusion qu'il y a une issue à la crise".

5 - Dans la mise en oeuvre de sa contre-offensive contre la classe ouvrière, la bourgeoisie s'appuiera essentiellement sur les syndicats qui constituent bien les derniers remparts de l'ordre capitaliste et non de simples "organes ouvriers mal dirigés".

6 - Les syndicats ne vont pas nécessairement jouer leur rôle en s'affrontant directement et ouvertement aux travailleurs en lutte mais également en épuisant systématiquement leur combativité dans des impasses démocratiques et électoraux. Mai 68 a notamment montré qu'ils peuvent "généraliser" systématiquement un mouvement pour en garder le contrôle et prévenir toute généralisation spontanée.

7 - Une des armes essentielles des syndicats sera cependant l'émiettement et l'isolement des luttes au cours desquelles les occupations risquent, s'ils n'y prennent garde, de constituer pour les travailleurs plus une entrave à l'extension du mouvement qu'un moyen de combat.

8 - Dans toute politique "de gauche" du capitalisme, les courants "d'extrême-gauche" et, particulièrement, les trotskystes, vont constituer un appoint non négligeable à la gauche officielle (PC et PS) pour entraîner les éléments les plus combattifs du prolétariat vers les impasses électorales et syndicales.

9 - Dans ses luttes futures, la classe ouvrière devra briser l'encadrement et l'isolement syndical, étendre la pratique des assemblées générales, de l'élection des comités de grève, sortir des entreprises pour généraliser le mouvement et entraîner les travailleurs moire

## LES BUTS INAVOUÉS DU CAPITAL

• Initié sur le registre de la farce, telle cette histoire de prime qui aurait semé la perturbation dans la malheureuse équipe de France, le "Mundial" a conclu en apothéose du grotesque avec un XI brésilien qui accuse l'Argentine d'avoir soudoyé l'arbitre dans son match contre le Pérou. L'énorme parade footballistique de la Coupe du Monde n'a réussi qu'à vérifier la tare originelle du capitalisme : plus il veut faire des "fêtes", plus il ne livre que des foires et des braderies ; plus il veut s'élever au-dessus de ses sordides contingences, par le jeu des artifices culturels, mieux il découvre sa base mercantile et belligérante.

Le vacarme entretenu autour du "Mundial" par les médias illustre en outre ces faits : dans sa phase décadente, le capitalisme tend à s'emparer du moindre événement de la vie sociale pour en faire un moment de sa propagande désespérée ; contre le risque de voir se dresser la force sociale capable de mettre fin à sa domination néfaste sur l'humanité, il profite de toute occasion pour conjuguer ses efforts afin d'inhiber et de dérouter cette force salutaire qui est celle de la classe ouvrière. Ainsi, le battage autour du "Mundial" n'est pas le seul boucan des médias, mais aussi la campagne de boycottage des gauchistes.

La puissance idéologique de la bourgeoisie, les films du "Mundial", nous l'ont très clairement montrée en acte, capable, en jouant sur l'attrait pour le football en milieu ouvrier, de ravaler les membres d'une classe au généralisé devenir, à une somme d'individus déceuvés, livrés à la fascination du spectacle, dilués dans une masse hétéroclite et imbécile d'aboyeurs de gradins ou atomisés en Robinsons télémaïnes. A l'heure où le capitalisme s'enlise dans une crise sans issue, dont les effets ne manquent pas de retomber cruellement sur les travailleurs, en Argentine et ailleurs, un bourrage de crâne comme celui organisé autour du "Mundial" n'a pas de mal à s'expliquer ; il s'agit de donner un exutoire et un dérivatif au mécontentement social ; au moment où la concurrence entre les capitalistes s'exacerbe en une véritable rixe économique qui attise le nationalisme, un tel battage de la bourgeoisie sait féconder, au milieu des populaces qui agitent les fanions de clubs, la semence du fétichisme patriotique qu'elle y a plantée. Enfin, la bourgeoisie, qui n'a jamais que l'idéologie de ses besoins, en adapte surtout l'usage d'après les circonstances qui pressent le capitalisme. Tandis que la crise générale inscrit de nouveau la conflagration impérialiste mondiale comme une plausibilité, tout le matraquage idéologique de la bourgeoisie tend principalement à converger à travers la nécessité de préparer la chair à canon au grand sacrifice.

Il y a donc nul hasard à ce que les gauchistes, cette fraction bourgeoise protagoniste d'un capitalisme d'Etat absolu, aient fait chorus dans l'oeuvre intoxicatrice à propos du "Mundial", avec, en France, leur comité de boycottage, le COBA. Leur façon de prendre le contre-pied de l'idéologie sportive officielle ne doit pas nous tromper : c'est pour mieux assurer le placement de leur sale camelote contestataire désignée sous le nom d'antifascisme. Ils démontrent d'ailleurs une nouvelle fois que la mystification bourgeoise ne procède pas par attaque toute d'une pièce, mais atteint son but par un jeu de confluence de contradictions. Ainsi, le prolétariat se trouve d'autant mieux dévoyé qu'il aura été enfermé dans un réseau de faux dilemmes dont l'issue interdite le livre à la volonté de la bourgeoisie. Avec leur manière de présenter la lutte du prolétariat comme un combat pour la plus grande démocratie, surtout celle du modèle russe, les gauchistes, trotskystes notamment, aujourd'hui veulent faire croire que la Junte fascisante de Videla est un régime moins avantageux pour les ouvriers, alors qu'il n'est que l'expression exacerbée de la dictature démocratique qui partout les opprime, et préparent la classe ouvrière à choisir demain le camp prétendu le moins pire dans l'enfer impérialiste et qui n'en assurera pas moins son massacre.

Tels sont les dribbles d'une bourgeoisie à plusieurs faces que la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de mettre hors jeu.

# les grandes manoeuvres impérialistes

Massacres, misère, exploitation : à ceci se résument les pages qui s'inscrivent aujourd'hui dans l'histoire de l'humanité.

Tels sont les moyens que la bourgeoisie est réduite à employer pour affirmer ses intérêts de classe, ne pouvant plus exprimer partout et dans la moindre manifestation de ses actions que le caractère sordide du capitalisme.

Aucun organisme vivant s'enfonçant dans la maladie ne peut offrir longtemps l'apparence d'un corps sain et bien portant. A mesure que la crise se développe, elle devient un révélateur des rapports sociaux réels ; sous la pression des contradictions toujours plus profondes où se débat le capitalisme pour survivre, le sort des mythes secrétés par la bourgeoisie est d'autant plus précaire.

Ainsi, l'intervention militaire de la France en divers points de l'Afrique au moment où ce continent est mis à feu et à sang par l'aggravation des conflits inter-impérialistes marque la fin du mythe de l'indépendance politique de la France à l'égard des blocs en même temps que celui d'un "bon" capitalisme pacifique et décolonisateur.

De même que le crédit que l'on peut accorder à l'alibi humanitaire d'une expédition commandée par un ancien tortionnaire en Indochine et en Algérie, de même que la foi qu'on peut avoir en des conférences sur le désarmement patronées par les deux plus gros fournisseurs d'armement dans le monde, où la France vient ajouter son mot à l'heure même où ses troupes investissent le Zaïre, la soi-disant politique de l'Afrique aux africains, perpétuation caricaturale du mythe gaulliste, débouche sur la participation active de la France aux conférences de Paris et de Bruxelles où sous l'égide du FMI, agent financier de la politique américaine, est entreprise la gestion directe de l'économie zaïroise au bord de la banqueroute par le bloc occidental.

Ainsi, la querelle que se livrent deux Etats prétendus socialistes : la Chine, tendant de plus en plus à s'intégrer à la tutelle américaine et le Viet-Nam, bastion de la pression russe en Asie du Sud-Est, qui se traduit par les persécutions

et les expulsions des ressortissants chinois du Viet-Nam, vient démentir catégoriquement les assertions selon lesquelles les affrontements de bloc se réduiraient au choc de deux idéologies antagoniques.

Ce sont bel et bien des intérêts matériels qui motivent le ralliement de chaque Etat à l'un ou l'autre des camps.

D'autre part, l'intervention française au Zaïre, le conflit entre la Chine et le Vietnam ne sont pas des événements isolés, ni autonomes, alors que l'on assiste au réchauffement général des tensions entre blocs qui se marquent à travers le "durcissement" de ton entre USA et URSS par Etats vassaux interposés : pression des USA sur Cuba ou mises en garde de l'URSS envers la France et le Japon. Dans le même sens, les conflits armés se multiplient dans le monde : affrontement entre fractions autonomistes kurdes en Turquie, l'une soutenue par la Syrie et l'URSS, l'autre défendue par l'Iran et les USA; rivalités au Liban entre chrétiens du Nord appuyés par la Syrie et les Etats arabes "modérés" et phalangistes pro-israéliens.

Le commerce des armes s'intensifie (récente livraison de matériel militaire américain à la Chine pour que celle-ci assume son nouveau rôle de "gendarme" au Sud-Est asiatique), d'autant plus que chaque bloc, mettant à profit la faiblesse des Etats en guerre ou exerçant sa pression sur les fractions rivales pour tenter de déstabiliser les alliances, il est de plus en plus fréquent de voir les combattants s'affronter avec le même armement, que ce soit au Kurdistan, dans la corne de l'Afrique ou en Asie du Sud-Est.

Intervention militaire pour la France, déportation massive de populations pour le Vietnam, utilisant à son tour les moyens tant décriés de "l'ennemi" cambodgien, de quelque côté ou de quelque manière que s'opère l'intégration à un bloc de tutelle, celle-ci découvre inévitablement une même réalité : le franchissement par la bourgeoisie d'un nouveau pas dans les préparatifs d'un affrontement généralisé, traites sur l'avenir que tire le capitalisme pour sa survie.

## AFRIQUE

• A la récente série d'intervention de la France sur le continent africain : Sahara occidental, Zaïre, Tchad, fait écho toute une campagne menée par certaines organisations ou certains partis "contre l'impérialisme français".

Pour le PC, il s'agit de condamner une politique qui "porte atteinte aux amitiés de la France avec les peuples d'Afrique" et ainsi compromet "une coopération privilégiée que lui offrent sincèrement de jeunes Etats aux immenses potentialités, tels l'Algérie démocratique et populaire" (sic). C'est que, dans l'optique des stalinien, "la France doit coopérer avec tous les pays sans discrimination. Elle doit rechercher une diversification des échanges qui, actuellement, privilégie de façon disproportionnée les pays de la CEE et, au premier chef, l'impérialisme ouest-allemand". Ce que le PC voudrait "pour la France", c'est un bon capitalisme qui, au lieu de jouer son rôle actuel de gendarme en Afrique pour le compte du camp occidental, prendrait ses distances avec celui-ci et serait mieux disposé à l'égard du bloc russe.

Avec un langage plus virulent quant à la dénonciation des interventions de la France dans le camp de l'impérialisme américain, avec surtout leurs attaques contre "les régimes réactionnaires des Malloum ou des Mobutu" et, parallèlement, leur soutien ouvert aux mouvements de rébellion armés locaux, soi-disant progressistes (Polisario, Frolinat, FNLC) plus ou moins nettement appuyés par les forces du camp russe, ce dont se revendiquent fondamentalement la plupart des organisations gauchistes,

a derrière cette condamnation de l'impérialisme français, ce n'est nullement le refus de défense du capital national, nullement une position internationaliste

de classe mais au contraire, seulement l'affirmation d'options stratégiques différentes au nom d'une meilleure défense de ce capital national.

C'est une autre thèse que défend le Parti Communiste International pour appeler à la mobilisation contre "l'impérialisme français". Consacrant à la question une trentaine de pages de son organe théorique "Programme Communiste" (n° 76), il entend démontrer d'une part que la France se trouve économiquement la première puissance impérialiste sur le sol africain, d'autre part que celle-ci "agit bien pour son propre compte". Laissons de côté la première assertion, si contestables que soient les statistiques avancées par "Programme" pour ne retenir que la plus importante du point de vue des implications politiques qu'à tiré le Parti Communiste International. Apprenons donc que le capital français agit pour son compte : la belle leçon que voilà! Ce n'est même pas depuis l'ère coloniale où il s'exerce pleinement dans un cadre national, mais c'est depuis l'aube même de l'échange capitaliste qu'un capital assume avant tout la défense de ses propres intérêts.

Cela étant précisé, le problème qui demeure est : quels que soient la place et l'ampleur des intérêts économiques de la France en Afrique, celle-ci peut elle aujourd'hui décider seule de "sa politique africaine"? La réalité des blocs impérialistes n'est pas un schéma abstrait jailli du cerveau machiavélique d'un agent du capitalisme français, ou américain, ou russe. Elle est le produit même de la crise capitaliste à l'échelle

vaut lors des deux boucheries qui ont ensanglanté l'humanité entière.

L'Afrique est certes aujourd'hui au centre des conflits inter-impérialistes mais considérer ces conflits comme simple expression d'un affrontement économique d'un Etat contre tous les autres, c'est une simple guerre de rapines, c'est

cachez la nature véritable de l'impérialisme et c'est dissimuler le sens de ces conflits.

Quand on réduit les événements à un seul problème qui serait celui de l'existence d'un capital national dans le monde, ici le capital français, on ne peut pas voir le fond du problème. Et le fond du problème est celui-ci : l'intervention de la France en Afrique n'a pas pour enjeu la seule survie du capitalisme français mais elle s'inscrit dans la crise du capitalisme mondial en s'insérant en tant que partie prenante dans l'aggravation des tensions entre les blocs impérialistes. Dans ce rapport de forces entre puissances capitalistes, elle constitue un moment dans les préparatifs de la bourgeoisie vers la généralisation de sa guerre.

Contrairement à ce que pense le PCI, l'existence des blocs n'exclue pas la défense de l'intérêt national par chaque Etat capitaliste. C'est parce qu'il y a une crise mondiale du capitalisme et exacerbation de la concurrence commerciale que, pour survivre, les Etats sont contraints de se soumettre à des blocs de tutelle. C'est dans ce cadre que chaque capital national joue sa propre car-

mieux adaptées à servir l'intérêt national.

Le gouvernement n'est pas un moins bon défenseur du capital français que le RRR ou le PC qui voudraient une politique plus "indépendante" vis-à-vis des USA. Dans un autre contexte, Giscard peut prendre des accents "gaulliens" pour assigner à la France "de grands desseins mondiaux".

Ces desseins, c'est de reconquérir une place importante dans l'arène internationale et d'apparaître comme "fille aînée" de l'impérialisme américain. Ne pouvant plus, sur le terrain économi-

que, concurrencer de grands rivaux comme la RFA ou le Japon, c'est sur le terrain militaire qu'un peu à la manière de l'URSS, elle est contrainte d'affirmer ses prétentions. Pour cela, elle ne manque pas d'atouts, utilisant ses privilèges d'ancienne puissance coloniale et ses liens avec les cadres africains de l'armée, formés en France, à l'appui de sa force militaire.

Cependant, du fait que, comme tout autre Etat, la France joue sa propre carte, ses intérêts ne peuvent s'identifier à celui d'un autre capital national, ni à ceux de l'ensemble. L'intervention au Zaïre a illustré cela. D'un côté, la dissension avec le gouvernement belge a montré que celui-ci, avant tout préoccupé par la sauvegarde de ses intérêts économiques au Zaïre, était enclin à négocier avec les rebelles katangais, alors que le "jusqu'au-boutisme" de la France ne peut s'expliquer qu'à travers l'optique militaire plus vaste qu'elle entendait jouer dans certaines zones de l'Afrique. Ceci n'a pas empêché, troupes belges et françaises, d'être communément transportées avec du matériel américain. D'un autre côté, en infléchissant par son expédition la politique du bloc dans le sens particulier de ses intérêts, la France a su utiliser les tiraillements entre fractions du capitalisme américain, confronté au problème d'une stratégie d'ensemble du bloc, et pouvant à travers son rôle de leader, disposer d'un champ de manoeuvre plus large, lui permettant en chaque circonstance de choisir la paix ou la guerre, ou simultanément les deux.

Poussée ainsi par ses besoins aux avants-postes des massacres impérialistes en Afrique, le capitalisme français ne fait que suivre la voie que trace le capitalisme mondial dans sa crise : celle de la guerre.

Y.D.

## ASIE DU SUD-EST

• Un nouvel épisode dans le déroulement des affrontements impérialistes au Sud-Est asiatique vient de voir le jour avec l'expulsion des ressortissants chinois du Vietnam, où le sordide des intérêts en jeu n'a rien à envier au cynisme des justifications avancées. Prolongement et étape de la constitution et de la consolidation des blocs dans le cadre d'un moment important de la marche vers la guerre mondiale, cette "affaire" trouve aussi ses données dans le désarroi économique auquel doit faire face un Vietnam exsangue et une Chine qui tente de faire peau neuve en ce domaine (cf. R.I. N° 45). En effet, la défense immédiate de l'intérêt national vietnamien, mercantile à souhait comme il se doit dans toute nation capitaliste, a exigé le démantèlement du monopole des circuits de distribution, notamment celui concernant les denrées de première nécessité (riz) tenu par les ressortissants chinois et sa prise en charge directe par l'Etat afin de tenter de rationaliser sa gestion pour faire face à la misère noire régnant dans ce pays. Dès lors, il ne restait plus au Vietnam qu'à se débarrasser d'une petite-bourgeoisie qui ne trouve sa raison d'être que dans le commerce privé et devenue, du fait de la nationalisation de celui-ci, inintégré dans une économie chaotique. Autant de bouches inutiles à nour-

rir qu'il ne reste plus qu'à éliminer par un moyen ou par un autre. Opération semblable à celle qu'avait réalisée en Ouganda Amin Dada lorsqu'il expulsa les indiens détenteurs des circuits commerciaux.

Mais d'emblée, l'expulsion des Chinois vers leur "patrie" d'origine s'inscrit dans un cadre beaucoup plus vaste que celui des stricts intérêts vietnamiens, voire même d'une tension sino-vietnamienne "intra-muros", pour recouvrir la réalité d'affrontements inter-impérialistes qui n'a guère connu de répit depuis trente ans dans cette région du monde et dont la phase actuelle ne consiste qu'en une redistribution des cartes par la mise en place de nouvelles alliances qui sont autant de préparatifs à la 3ème guerre mondiale à laquelle le capital est contraint de s'affairer. Preuve, si besoin en est encore, qu'il n'y a plus d'indépendance nationale possible à une époque où le marché capitaliste domine la planète. Cette partie du monde qui hier encore était l'avant-garde de l'indépendance nationale des peuples opprimés, est aujourd'hui, pas plus tôt cette "libération" obtenue, une des avant-gardes de l'intégration des pays respectifs qui la composent dans des blocs impérialistes qui ne cessent de s'affronter. Très vite en effet, après le retrait des Américains du Sud-Est asiatique, le fondé de pouvoirs dans cette région : la Chine

(cf. R.I. N° 45) se chargea de contre-carrer les visées impérialistes du Vietnam qui a toujours préconisé dans son programme politique l'établissement d'une fédération indochinoise qui ne peut bien sûr se réaliser que sous sa domination. Le conflit khméro-vietnamien illustrant un moment de cette tentative hégémonique du Vietnam sur la région qui ne peut que profiter directement à l'URSS, grand pourvoyeur économique et militaire de la "patrie de l'oncle Ho". C'est contre cette tentative de pénétration du bloc russe que la Chine, sous l'aile protectrice de laquelle s'est placé le Cambodge, se trouve en conflit direct avec le Vietnam dont l'enjeu, outre l'importance du Cambodge comme base militaire et partenaire commercial de la Chine prend toute son acuité dans les tentatives de contrôle des îles Paracelles qui non seulement sont de futures pourvoyeuses de pétrole mais sont surtout une des clés du passage du Pacifique à l'Océan Indien.

Les enjeux dans cette région du monde sont trop importants pour ne pas être, à l'image de l'Afrique, un champ de préparation d'un futur conflit mondial, où il ne s'agit en rien "de tristes ébats de bureaucrates qui ont perdu la tête", comme l'expliquait "Rouge" en 1969 à propos du conflit sino-soviétique. C'est bien au contraire parce que ces Etats en tant que capitalistes, ont bien la tête sur les épaules qu'ils sont con-

traints pour survivre de prolonger la guerre commerciale qu'ils mènent en guerre tout court et que, l'un comme l'autre, ne peuvent s'assurer de façon autarcique mais seulement s'insérer dans la réalité du monde contemporain : la division en blocs impérialistes.

C'est face à la menace que représente pour elle l'URSS, d'un point de vue politique et militaire, que la Chine est amenée à prendre une part plus grande dans la rivalité impérialiste au sein du bloc américain.

C'est pourquoi il n'est pas étonnant de voir la Chine faire tant de bruit à propos des réfugiés venant du Vietnam alors même qu'elle a laissé massacrer des milliers de ses concitoyens au Cambodge sans broncher. Mais, lorsque l'on sait qu'en bon pays capitaliste, la Chine, ne visant que son intérêt avant tout, a toujours mené campagne pour la naturalisation de ses ressortissants vivant à l'étranger afin de se débarrasser d'une énorme masse potentielle de bouches à nourrir, alors même qu'elle s'avère incapable d'intégrer au développement des forces productives des millions d'autochtones. Il est bien évident que les réfugiés que la Chine accueille aujourd'hui ne sont qu'une masse de manoeuvre lui servant d'alibi humaniste afin de réaliser l'union sacrée nécessaire aux prochains combats qui se préparent.

P.N.

## "... et si le PCI avait des militants en URSS?..

• Nous savions déjà que, sur le problème des luttes de "libération nationale", le "Parti Communiste International" défendait, au nom de la fidélité à l'égard du bolchevisme, des analyses carrément mencheviques. Nous savions aussi que, depuis quelques années, cette organisation glissait de plus en plus vers des positions trotskystes, au point de retirer de la diffusion son n°57 de "Programme Communiste" sur la "critique du trotskysme" jugé trop sévère. Tout cela est facilement constatable dans la presse de cette organisation mais lorsque ses militants sont conduits à défendre oralement ses positions, on est stupéfait du poids croissant de l'idéologie bourgeoise qui s'exerce sur toute la démarche politique du PCI et qui s'exprime là avec moins de retenue que dans les textes écrits.

Vendredi 9 juin, à Paris, le PCI organise une réunion publique sur le thème "impérialisme français hors d'Afrique et du Liban !". Nous avons droit à une conférence très documentée sur la présence française en Afrique, n'hésitant pas à donner des informations sur la structure géologique de ce continent (pédanterie oblige !) et qui s'axe sur un thème majeur : "En Afrique, l'impérialisme français défend avant tout ses intérêts". Nous reviendrons dans d'autres articles sur les incompréhensions du PCI sur ce problème, en particulier, sur sa sous-estimation des conflits africains comme préparatifs vers un affrontement inter-impérialiste généralisé. Mais une chose est de commettre des erreurs dans l'appréciation d'une période, une autre d'abandonner carrément une démarche internationaliste. C'est ainsi qu'on entend le porte-parole du PCI déclarer :

"C'est vrai que, si le Zaïre saute, les Russes y glissent un coin, ce qui ne pourrait que nous réjouir parce que :  
- cela mettrait l'Europe dans une belle "merde";  
- cela nous aiderait à "lutter".

Autrement dit : "Vive la victoire de l'impérialisme russe en Afrique puisque les ouvriers de "chez nous" auraient, face à un capitalisme affaibli, de meilleures conditions de lutte. Quant aux ouvriers russes, qu'ils crèvent !". Il est vrai que le conférencier précise : "Il est très difficile de faire repartir un mouvement de classe en Russie". Voilà comment le PCI entend l'internationalisme prolétarien !

### SONACOTRA

## un autre moyen d'enfermer les travailleurs Immigrés dans un ghetto

• Quand le samedi 10 juin, nous nous sommes rendus à la fête des travailleurs immigrés résidents de la Sonacotra, par expérience de ce genre de fête généralement organisée par les gauchistes ou le PC, nous ne nous faisons pas trop d'illusions sur le contenu politique de ce type de rassemblement. Mais cela dit nous ne nous attendions quand même pas à trouver un rassemblement des travailleurs immigrés en lutte transformé en une promenade dominicale. En effet, dès notre arrivée, le service d'ordre nous signifiait qu'il nous était interdit de diffuser notre presse et de vendre notre journal, il nous était juste permis de nous promener dans la fête d'où toute discussion et réflexion étaient exclues de fait.

Mais cela n'est pas tout. Le plus triste de cette histoire consistait sûrement dans la participation du PCI à l'encadrement des travailleurs immigrés, dans son soutien actif à l'organisation gauchiste de cette fête, entre autres par sa participation directe au service d'ordre aux côtés des organisations maoïstes se réclamant ouvertement du stalinisme : "Humanité Rouge" et "Drapeau Rouge".

Alors que nous lui demandions des explications sur sa participation à cet encadrement gauchiste, le PCI nous répondait qu'il "n'était pas là pour discuter" ni "pour diffuser sa presse" mais "pour faire le service d'ordre" et téger le rassemblement des éventuelles attaques de commandos fascistes".

Telle était la raison avouée de l'existence de ce service d'ordre mais dans la réalité celui-ci comme d'ailleurs toute l'organisation de la fête, ne constituait qu'un "cordon sanitaire"

Du mot d'ordre juste des révolutionnaires : "L'ennemi est dans notre pays", qui appelle les ouvriers de chaque pays à attaquer directement le capitalisme là où ils sont exploités, le PCI est incapable de faire autre chose que cette caricature d'internationalisme qui a les plus grandes difficultés à se démarquer d'un pur et simple soutien d'un des camps impérialistes. D'ailleurs, le PCI ne craint pas de nous dire finement : "qu'il faut souhaiter la victoire de l'impérialisme le plus faible" : non seulement il ne comprend pas grand chose à l'internationalisme (s'il avait des militants en Russie, est-ce qu'ils devraient aussi "souhaiter" la victoire de l'impérialisme russe ?) mais, de plus, il rêve tout éveillé.

Pour le PCI, le "véritable internationalisme" passe par un soutien à des mouvements nationalistes. C'est ce qu'il appelle une conception "dialectique". Soit ! Tout va bien quand "notre impérialisme" s'en fait le bourreau : on fait alors d'une pierre deux coups. Mais un participant à la réunion publique met les pieds dans le plat : "et si un "mouvement d'émancipation nationale" de demande l'appui militaire de "notre impérialisme", que faut-il faire (ou, du moins, souhaiter, comme dit le PCI ?). Le conférencier est alors bien embarrassé et finit par conclure qu'il est préférable de ne pas appuyer une telle demande car notre impérialisme risque fort bien de couper, du jour au lendemain, le robinet des livraisons d'armes. Argument suprême ! Faut-il croire que, parce que "notre" impérialisme est justement le "nôtre" qu'il a un service après vente plus défectueux que ses concurrents ? Ah, si seulement il était plus sérieux et offrait plus de garanties à sa clientèle : alors les bordiguistes auraient moins de scrupules à prôner un tel soutien militaire ! Tristes plaisantins !

Nous pourrions aligner encore une bonne série de bourdes de ce type, mais, comme on peut toujours supposer que ce sont de simples lapsus d'un conférencier un peu ému, nous citerons celle qui se trouve dans "Le Prolétaire" n°267 où le PCI reproche à l'OLP d'avoir "accepté la création d'un mini-Etat bidon". Et vive un "maxi-Etat" palestinien qui assume de façon vigoureuse et non "bidon" ses fonctions : réprimer les masses exploitées et garantir leur oppression !

permettant de vider ce rassemblement de tout contenu politique. Violent pourfendeur de la démocratie et des démocrates dans la phrase, menant une politique frontiste et anti-fasciste dans la pratique, le PCI nous a souvent dénoncés pour "n'avoir rien fait", pour ne pas être intervenus dans la lutte des travailleurs immigrés des foyers de la Sonacotra.

L'expérience nous a montré qu'en fait l'intervention, la participation, le soutien du PCI aux luttes des travailleurs immigrés se ramènent à participer main dans la main avec les gauchistes à l'encerclement de ces luttes, à cantonner ces luttes dans le ghetto politique d'une lutte particulière pour les soi-disant intérêts spécifiques comme la lutte "pour les droits démocratiques et le droit de vote".

De par leurs conditions de vie, de par l'exploitation féroce et la férule de l'Etat qu'ils subissent particulièrement, parce que dans leurs conditions d'existence se trouvent réunies la misère des conditions d'existence de toute la classe ouvrière, les travailleurs immigrés constituent une des fractions les plus combattives du prolétariat. Mais, en même temps cette fraction est une des fractions les moins bien encadrées de la classe ouvrière par les syndicats et les organisations de gauche. Cette tâche d'encadrement est plus particulièrement dévolue aux organisations gauchistes et c'est à cette politique que se ramène et s'intègre toute l'intervention du PCI, dont il est si fier.

# VIE DE L' ORGANISATION

## PUBLICATIONS DU C.C.I.

**ACCION PROLETARIA**  
Ecrire à l'adresse comme suit  
(sans autre mention)  
APARTADO DE CORREOS 19-18  
Valencia (Espagne)

**INTERNATIONALISM**  
PO Box 981  
Manhattan Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

**INTERNACIONALISMO**  
BP 13  
Bruxelles 31  
1060 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :  
IKS  
Postbus 452  
Nijmegen

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado postal 20674  
San Martín  
Caracas 102  
(Venezuela)

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469  
80100 Napoli (Italie)

**WORLD REVOLUTION**  
Ecrire à l'adresse comme suit :  
BM Box 869  
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :  
IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL

**REVOLUTION INTERNATIONALE**  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés  
12 numéros du journal et  
4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples  
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
30 F	40 F	50 F

Abonnements et versements à :  
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Au moment de vos règlements au CCP, veuillez écrire à la BP.

Durant la période d'été, (juillet et août), les réunions publiques n'auront pas lieu. Cependant, les permanences de la section de Paris sont maintenues au mois de juillet, au 27, avenue de Choisy, 1er étage, tous les samedis à 16 h. sauf le samedi 1er juillet.

Directeur de la publication : C.Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

## MAI 68 (suite de la page 5)

combattifs, gagner la rue, prendre des dispositions pour empêcher la paralysie des transports, comme ce fut le cas en 68, favoriser au maximum la circulation et les contacts des différents secteurs du prolétariat, coordonner, organiser et centraliser l'affrontement contre le capitalisme avec ses organes autonomes surgis de la lutte elle-même.

10 - Ces enseignements ne sont pas valables seulement pour les travailleurs des pays avancés mais pour l'ensemble du prolétariat mondial y compris celui qui existe et qui se bat, comme on a pu le voir depuis 1968, dans les pays déchirés par les conflits inter-impérialistes pudiquement camouflés sous la feuille de vigne de soi-disant "mouvements d'émancipation nationale".

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;

- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

### vient de paraître

REVUE INTERNATIONALE N°14

- Afrique : contre la marche vers la guerre mondiale, riposte internationale de la classe ouvrière.  
- Mai 68, reprise de la lutte prolétarienne  
- Terrorisme et terreur, violence  
- Chômage et lutte de classe  
- Massacre des ouvriers en Inde  
- Une caricature de parti : le parti bordiguiste.

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE N° 12

-Italie : l'Etat "démocratique" se défend  
-A propos du MLS, LC, etc... : violence bourgeoise et conscience prolétarienne  
-Sur le rôle des révolutionnaires dans les luttes prolétariennes : une réponse à Programma Comunista  
-Les luttes des travailleurs des hôpitaux. Une lettre de Florence.  
-Quelques réflexions sur Les Noyaux Ouvriers Autonomes.  
-Tunisie : les luttes ouvrières dans le tiers-monde  
-Collegamenti : une tentative de se démarquer par rapport à Autonomia ?  
-Mythe et réalité du communisme libertaire.

Le n°1 de la revue internationale en langue allemande est parue.

Sommaire :  
-Manifest des 1 Kongresses des IKS.  
-Lehren aus der deutschen Revolution  
-Staat und Terrorismus.  
-Bericht sur internationalen Lage (1. Teil).

Deux brochures en langue française :  
"MOBILISATION ELECTORALE,  
DEMobilISATION DE LA CLASSE OUVRIERE".  
"NATION OU CLASSE".

Nous tenons à saluer la parution de la brochure de rupture d'avec CPAO sous le titre : "Rupture avec le volontarisme et la confusion" (2 F), comme tentative de clarification de toutes les confusions attachées à l'idée d'autonomie ouvrière.

Voilà les leçons essentielles que les révolutionnaires doivent tirer des luttes présentes de la classe et qu'ils ont pour tâche de généraliser pour être réellement un facteur actif de sa prise de conscience en vue des affrontements révolutionnaires. C'est dans cette participation directe aux luttes qu'ils feront la démonstration du caractère indispensable du parti révolutionnaire bien plus qu'en répétant tels des perroquets : "Il faut le parti, il faut le parti" ou bien encore : "c'est nous qu'il vous faut", etc...

000

Dans un prochain article nous verrons quelles sont les perspectives de la lutte prolétarienne dix ans après mai 68.

# LUTTE DES CHOMEURS : RIPOSTE PROLETARIENNE A LA CRISE

## "chômeurs, brisons l'isolement : unis nous sommes forts !"

Nous sommes 5 000 chômeurs recensés à Angers, et, pourtant, nous sommes seuls dans notre coin. Seuls pour régler franchement les mêmes problèmes (paiement des loyers, démarches diverses...). Pourquoi cette situation ? C'est que l'on veut nous empêcher de réagir-

Dans les administrations, on nous traite comme des chiens. Ce sont toujours les papiers qui manquent, les enquêtes répétées, les délais à subir. On fait tout pour nous radier des listes de l'ANPE. Tout est fait pour nous mettre en situation d'assistés (il faut supplier pour obtenir une aide "sociale") même les indemnités de chômage, pour lesquelles nous avons cotisé et qui nous sont donc un dû, sont considérées comme une aumône : on parle de "chômeurs secourus". En les accordant aux uns et pas aux autres, on fait tout pour nous diviser. C'est ce qui est recherché quand on attribue des secours, cas par cas, "préfecture, mairie..."; à la fin, faire face aux tracasseries administratives devient une hantise : tout est fait pour que le chômeur reste chez lui, isolé, et ne réclame même plus ce à quoi il a droit...

Certains travailleurs actifs (ce que nous étions nous-mêmes il y a peu de temps) finissent par croire à la propagande des patrons en nous traitant de parasites, de fainéants... alors que nous avons les mêmes intérêts : ayant travaillé tant que l'on avait besoin de nous, on nous donne un coup de pied au cul dès que les profits des patrons diminuent. On devient alors chômeurs, pendant que les camarades restés au boulot voient les cadences augmenter ; en fait, ce sont les patrons qui créent les divisions. Les chômeurs ne sont pas des fainéants (ou des bons à rien). Si non il faut admettre que le volume de fainéants croît dangereusement depuis quelques temps.

Toute cette tracasserie administrative, toute la propagande qui tend à nous accabler de honte a, en fait, pour unique but de nous isoler, entre nous et

• Comme l'indique le titre du tract, le premier obstacle à la lutte des chômeurs est l'isolement, le ghetto dans lequel ils sont jetés, lorsque le capitalisme n'a plus besoin de leur sueur et de leur sang.

Cet isolement que l'ensemble de la classe subit à un degré plus ou moins fort tant qu'elle ne lutte pas, prend sa forme la plus brutale et la plus concentrée avec le chômage.

C'est aussi le premier objet de la lutte que de briser cet isolement, et en premier lieu l'isolement des chômeurs entre eux. Les chômeurs d'Angers ont donc été trouver les syndicats pour qu'ils les aident à regrouper les chômeurs et à organiser la lutte.

La réponse des syndicats a été particulièrement limpide : "Vous avez le choix, CGT ou CFDT!". Les chômeurs voulaient le regroupement, on leur répond par de nouvelles divisions ; les chômeurs voulaient la lutte, on leur propose une carte!

Refusant cet ignoble chantage, les chômeurs se regroupèrent en un comité indépendant des syndicats, comprenant

avec nos camarades qui travaillent, nous faire rester dans notre coin. Le chômage est une conséquence du capitalisme : avec la crise, le nombre des chômeurs devient de plus en plus important.

Les patrons veulent nous empêcher de réagir contre notre situation et nous faire plier, car unis nous sommes forts!

## CHOMEUSES, CHOMEURS,

Nous en avons marre du travail qui ne vient pas

Nous en avons marre de notre misère  
Nous exigeons de quoi vivre : du pain, à défaut de travail!

C'est pour briser cet isolement auquel on tend à nous contraindre que nous nous sommes organisés en comité de chômeurs. Notre action depuis trois mois a prouvé que regroupés, nous sommes plus forts ; qu'ensemble, nous ne sommes plus écrasés.

Dans le comité, ce sont des chômeurs qui s'organisent pour lutter contre les conséquences du chômage, contre la misère :

-En brisant l'isolement et la solitude.

-En apprenant à mieux se défendre, à connaître ce à quoi on a droit et à l'obtenir.

## CHOMEUSES, CHOMEURS,

Pour continuer la lutte et pour imposer des revendications capables de soulager notre misère :

-Non paiement des impôts

-Cantine gratuite pour les enfants de chômeurs

-Bus gratuits pour les familles de chômeurs

-Non expulsion des chômeurs, <

le comité doit se renforcer et pour cela a besoin de toi : doit rassembler toutes les énergies mêmes minimales pour développer son action. Pratiquement, on a besoin de bras pour tenir des permanences, faire des affiches, distribuer des tracts, on a besoin de voitures pour les déplacements, car il n'y a pas de secret, plus nous serons nombreux, plus nous serons forts.

## CHOMEUSES, CHOMEURS, BRISONS L'ISOLEMENT ORGANISONS NOUS...

CONTACTEZ LE COMITE DE CHOMEURS!

aussi bien des syndiqués que des non-syndiqués, seule façon de briser l'isolement. Ainsi, dès le départ, les syndicats s'opposèrent à la lutte et au réel regroupement des chômeurs.

Devant ce refus du comité, ils devinrent plus subtils et affirmèrent qu'ils soutiendraient leurs manifestations. Soutenir les manifs, passe encore, surtout si l'on peut en leur sein encadrer la lutte et transformer les manifs, en promenades aussi dérisoires qu'innocentes. Lorsqu'on arrive à certaines revendications, c'est-à-dire à l'orientation de la lutte, les choses deviennent plus nettes. Le comité ne revendiquait pas le "plein emploi", mais "à défaut de travail, du pain", c'est-à-dire de quoi bouffer!

Alors là, les choses ne vont plus, car ce mot d'ordre cynique et mensonger de "plein emploi", les syndicats y tiennent. Mot d'ordre mensonger, il l'est doublement. Même à son apogée, même sans crise, le capitalisme a toujours eu besoin d'une armée de réserve et le chômage a toujours été inséparable de la condition ouvrière. Mais aujourd'hui, la

réalité de la crise du capitalisme décadent n'admet même plus que cette armée soit une armée "de réserve" : aujourd'hui, c'est une éjection pure et simple de la production d'une partie de plus en plus grande de travailleurs que cette réalité nécessite. Et le mot d'ordre de "plein emploi" ne sert qu'à voiler cette réalité, en présentant aux travailleurs le but utopique d'un capitalisme idéal, en tentant de réconcilier des intérêts irréconciliables, préfigurant le monstrueux hymen entre les intérêts ouvriers et ceux de l'entreprise ou de la nation.

Ce qui permet de dévoyer toutes les luttes qui se développent contre les licenciements vers des impasses mortelles (Boussac, Terrin, Manufrance...). Réclamer le pain, comme l'a fait le comité, c'est lutter pour la défense du salaire, pour la survie du prolétaire, et cela est incompatible avec la lutte pour la survie de l'entreprise ou de la nation qui se cache derrière le mot d'ordre du plein emploi. Et cela, ces défenseurs intransigeants de l'économie nationale que sont les syndicats, ne peuvent en aucun cas l'accepter. Ils ont déjà bien assez de soucis avec les deniers que l'Etat doit verser à des prolétaires qui ne produisent même pas comme les chômeurs !

Nullement ébranlés par l'attitude de ces prétendus défenseurs de la classe ouvrière, le comité poursuivit sa lutte en renforçant sa conviction que les moyens de cette lutte, il les devrait avoir tout à lui-même.

Les moyens de cette lutte, c'est aussi les moyens de se regrouper, de se réunir, et pour cela, la nécessité d'un local. Ce local, les chômeurs s'en occupèrent un en l'occupant ; la réponse de la mairie de gauche fut elle aussi limpide : les FLICs !

C'est que des chômeurs qui se réunissent, qui discutent, qui s'organisent, ça pourrait avoir de mauvaises idées, et qui sait... alors, tant que le rapport de forces le permet, autant l'interdire.

Les chômeurs ont eux aussi tiré une leçon de cet épisode : c'est que l'Etat bourgeois n'est pas intimidé par une poignée de chômeurs, et qu'il faut d'abord travailler à créer le rapport de forces qui permettra le renversement de la balance, et pour cela, une seule issue : la lutte contre toutes les divisions qui enchaînent le prolétariat et le laissent à la merci des coups de la bourgeoisie et de son Etat.

D'où l'orientation de l'activité du comité vers une présence systématique aux ANPE, le tissage de liens avec les employés de l'ANPE, la participation systématique aux piquets de grève existants, l'organisation de réunions avec les "actifs", etc... C'est-à-dire la claire compréhension que la lutte des chômeurs n'est pas celle d'une catégorie spécifique, qu'elle n'a pas d'intérêts distincts, mais qu'elle est totalement inscrite dans la lutte de la classe ouvrière contre son exploitation.

C'est cette activité qui a permis au comité de chômeurs de dépasser en son sein les différentes divisions créées et entretenues par le capitalisme, et qui l'amène à comprendre que

le seul oxygène pour les chômeurs c'est celui de la lutte de classe, c'est-à-dire l'extension de liens aussi nombreux que possible entre chômeurs et actifs dans la lutte.

Cela ne peut que provoquer l'effroi de tous ceux qui ne sont forts (syndicats, gauche, gauchistes) que de la faiblesse de la classe ouvrière, que de sa division en fractions concurrentes.

Cela s'est une nouvelle fois vérifié lorsque les chômeurs ont été discuter avec des piquets de grève et ont voulu les renforcer.

De la part de ces spécialistes de l'atomisation de la classe, catégories par catégories, usines par usines, et chauvinisme oblige, nation par nation, que sont les syndicats, la réaction fut immédiate : ils vidèrent purement et simplement les chômeurs sous des prétextes tous les plus réactionnaires les uns que les autres : "irresponsables, fainéants" et autres calomnies dont ils ont l'habitude. Aidés là encore par leurs fidèles soutiens critiques, les groupes gauchistes renchérissant à qui mieux mieux!

C'est que tous ces agents de la bourgeoisie en milieu ouvrier comprennent que les revendications de la lutte des chômeurs, de par leur caractère général, peuvent puissamment aider au regroupement des prolétaires et à leur lutte. Et cela, ils cherchent à l'éviter à tout prix, en maintenant les chômeurs, via les comités qu'ils encadrent, dans un véritable ghetto, en vidant ceux-ci de toute substance et en les transformant en garderies pour adultes.

Quelque soit le résultat immédiat de leur lutte, résultat forcément restreint tant que l'ensemble de la classe n'entame pas le combat, l'existence et la lutte de ce comité marque un jalon précieux, bien que limité, dans le long et difficile processus qui verra l'union des prolétaires actifs et chômeurs dans et par la lutte contre le capitalisme et son Etat.

Par leur lutte, ils ont prouvé qu'il est possible de briser le terrible étai matériel et moral du chômage.

En refusant d'emblée de se concevoir comme extérieurs à la lutte de la classe ouvrière, ils ont pu résister à toutes les pressions des forces conjuguées de la bourgeoisie, tendant à briser le lien naturel entre prolétaires au chômage et prolétaires actifs.

L'organisation qu'ils se sont donnée pour mener la lutte a aussi montré que l'auto-organisation de la classe n'est pas une des voies pour l'émancipation prolétarienne, mais LA SEULE et unique. Car elle seule peut permettre à la classe de prendre conscience de toute l'immense force qui est en elle, dès qu'elle se regroupe pour lutter et prendre en main la défense de ses propres intérêts contre tous ceux qui cherchent à marier ses intérêts avec ceux de l'ennemi de classe (tous les officiants des noces du tricolore et du drapeau rouge). De telles luttes, de tels regroupements représentent l'avenir du mouvement, même si cet avenir, en généralisant la lutte des chômeurs et celle de l'ensemble du prolétariat modifiera et les formes, et le contenu de cette lutte.

R.N.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationale

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE  
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.